

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 août 1955

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1955.

Québec, le 14 juin 1955.

L'Imprimeur de la Reine,
40188-26-9-o RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 27th, 1955

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1955.

Quebec, June 14th, 1955.

RÉDEMPTI PARADIS,
40188-26-9-o Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernment. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House Quebec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11850-55)

Acadia Sportswear Mfg. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Joseph H. Cohen, d'Outremont, Harold Cohen, marchands, Mary Segal, fille majeure, secrétaire, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 11850-55)

Acadia Sportswear Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1955, incorporating: Joseph H. Cohen, of Outremont, Harold Cohen, merchants, Mary Segal, spinster, Secretary, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et autrement faire le commerce d'appareils de sport, habits, manteaux et toutes marchandises de même nature, sous le nom de "Acadia Sportswear Mfg. Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11787-55)

Adélard Boisvert Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 juin 1955, constituant en corporation: Adélard Boisvert, entrepreneur en construction, Guy Boisvert, opérateur, Marie-Marthe Boisvert, employée de bureau, célibataire, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Adélard Boisvert Incorporée", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune, et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11594-55)

A. Lavoie & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1955, constituant en corporation: Adhémar Lavoie, industriel, Léonidas Lavoie, gérant, Herméline St-Gelais Lavoie, ménagère, épouse dudit Adhémar Lavoie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter et louer des abattoirs et entrepôts frigorifiques; exercer le commerce d'épicerie et de boucherie, sous le nom de "A. Lavoie & Fils Ltée", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rang St-Jean Baptiste, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11863-55)

Ametal Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1955, constituant en corporation: Ernest Bourassa, tavernier, de ville Mont-Royal, J.-Arthur Lapointe, courtier, d'Outremont, J.-

To manufacture and otherwise deal in sports apparel, suits and cloaks and all kindred merchandise, under the name of "Acadia Sportswear Mfg. Ltd.", with a capital of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each, and into 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11787-55)

Adélard Boisvert Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Adélard Boisvert, building contractor, Guy Boisvert, operator, Marie-Marthe Boisvert, office employee, bachelor, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general builders and contractors, under the name of "Adélard Boisvert Incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11594-55)

A. Lavoie & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June 1955, incorporating: Adhémar Lavoie, industrialist, Léonidas Lavoie, manager, Herméline St-Gelais Lavoie, housewife, wife of the said Adhémar Lavoie, and duly authorized by him for these presents, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To hold, operate and rent slaughter-houses and cold stores; carry on the business of grocer and butcher, under the name of "A. Lavoie & Fils Ltée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Jean Baptiste range, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11863-55)

Ametal Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: Ernest Bourassa, tavern-keeper, of the town of Mont-Royal, J. Arthur Lapointe,

Albert Lacombe, marchand, Charles Gauthier, hôtelier, Gaston Labelle, vendeur d'automobiles, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines ou minerais et les négocier, sous le nom de "Ametal Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,500,000, divisé en 3,5000,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

broker, of Outremount, J. Albert Lacombe, merchant, Charles Gauthier, hotel-keeper, Gaston Labelle, automobile salesman, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prespect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Ametal Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), with a capital stock of $3,500,000, divided into 3,5000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal respondibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11828-55)

Anode Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5 juillet 1955, constituant en corporation: Joseph-Charles Labrecque, télégraphiste, de Lévis, district judiciaire de Québec, André Tremblay, marchand, Rita Beauchamp, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Tremblay, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou faire le commerce, l'installation et la réparation de tout article, machine, appareil ou dispositif électrique ou électronique ou magnétique ou automatique de sans-fil, de radio ou de télévision, sous le nom de "Anode Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1522, rue Laurier, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11828-55)

Anode Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1955, incorporating: Joseph Charles Labrecque, telegraph operator, of Levis, judicial district of Quebec, André Tremblay, merchant, Rita Beauchamp, housewife, wife contractually separate as to property of the said André Tremblay, and duly authorized by him for these presents, both of the city and judicial of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in the installing and repairing of any electric, electronic magnetic or automatic article, machine, apparatus or device pertaining to wireless, radio or television, under the name of "Anode Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1522 Laurier Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this, fifth day of July 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11813-55)

Apex Garment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Solomon Gerszonowicz, manufacturier, Hela Gerszonowicz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Solomon Gerszonowicz, Jack Joskowicz, manufacturier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer et exercer le commerce général de manufacturier ou autrement faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires, sous le nom de "Apex Garment Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune et 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1100 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11813-55)

Apex Garment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Solomon Gerszonowicz, manufacturer, Hela Gerszonowicz, housewife, wife separate as to property of the said Solomon Gerszonowicz, Jack Joskowicz, manufacturer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on generally the business of manufacturing or otherwise dealing in clothes and wearing apparel, under the name of "Apex Garment Ltd.", with a capital of $40,000, divided into 2,000 preferred shares of $10 each, and into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1100 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11808-55)

Arrowood Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, tous trois avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Arrowood Investments Ltd.", avec un capital de 3,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11692-55)

Baizer Banana Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1955, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, David Kirshunblatt, étudiant, tous deux de la cité de Montréal, Abel David Selick, courtier de douanes, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou autrement faire le négoce et le commerce de toutes sortes d'aliments, fruits et légumes, sous le nom de "Baizer Banana Corporation", avec un capital de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11769-55)

Banner Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Banner Investment Corporation", avec un capital divisé en 750 actions ordinaires sans valeur au pair et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11808-55)

Arrowood Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, all three advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation under the name of "Arrowood Investments Ltd.", with a capital of 3,000 common shares of no par value and 750 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11692-55)

Baizer Banana Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Allan Marcus, lawyer, David Kirshnblatt, student, both of the city of Montreal, Abel David Selick, Customs Broker, of the Town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture or otherwise deal in and with all kinds of foodstuffs, fruits and vegetables, under the name of "Baizer Banana Corporation", with a capital of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11769-55)

Banner Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Banner Investment Corporation", with a capital divided into 750 common shares of no par value and 750 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11774-55)

Bayit Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin 1955, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Dov Kravetz, étudiant en droit, Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et de développement, sous le nom de "Bayit Construction Ltd.", avec un capital total de $80,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11774-55)

Bayit Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Dov Kravetz, student-at-law, Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of a construction and development company, under the name of "Bayit Construction Ltd.", with a capital of $80,000, divided into 400 preferred shares of the par value of $100 each, and 400 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June. 1955,

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11493-55)

Cabano Knitting Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juin 1955, constituant en corporation: John Alden Aylen, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Patricia Maloney, Betty Gravelle, toutes deux secrétaires, tous de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de laine, coton, et autres substances fibreuses de toutes sortes, et de toutes marchandises qui en sont composées en entier ou en partie, sous le nom de "Cabano Knitting Mills Limited", avec un capital divisé en 600 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11493-55)

Cabano Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: John Alden Aylen, advocate and Queen's counsel, Patricia Maloney, Betty Gravelle, both secretaries, all of the city of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in wool, cotton, and other fibrous substances of all kinds, and any goods composed wholly or in part of such substances, under the name of "Cabano Knitting Mills Limited", with a capital divided into 600 common shares without nominal or par value, and 1,600 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11636-55)

Canada Broom Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Théodore H. Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, Jean McFarlane, dactylo et fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme vendeurs et marchands de balais de blé d'Inde, balais, fournitures et accessoires de balais, sous le nom de "Canada Broom Supply Co. Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 10,000 actions privilégiées de $5 chacune.

(A.G. 11636-55)

Canada Broom Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Théodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, Jean McFarlane, typist and spinter of the full age of majority, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers and manufacturers of broom corn, brooms, broom supplies and accessories, under the name of "Canada Broom Supply Co. Ltd.", with a capital of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each, and into 10,000 preferred shares of $5 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vint-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11760-55)

Champlain Warehousing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29 juin 1955, constituant en corporation: Alcide Grenon, Marcel Lamarre, comptables, Pierrette Laplante, fille majeure, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposage et de transport, sous le nom de "Champlain Warehousing Co. Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune, et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11795-55)

Constructiva Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: Joseph Anthony Blanar, administrateur, Vlasta Blanar, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Anthony Blanar, Morris Botner, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Constructiva Ltd.", avec un capital de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 13017-54)

Continental Loan Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1955, constituant en corporation: Dr. Fernand Doyon, chirurgien-dentiste, Bernard David, voyageur de commerce, Jacques Frigon, gérant, Marc Lavigne, notaire, tous de La Sarre, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de finance et de prêt, sous le nom de "Continental Loan Corporation", avec un capital total de $225,000, divisé en 75,000 actions communes de $1 chacune, et en 6,000 actions privilégiées de $25 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11760-55)

Champlain Warehousing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June 1955, incorporating: Alcide Grenon, Marcel Lamarre, accountants, Pierrette Laplante, fille majeure, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of transporting and warehousing under the name of "Champlain Warehousing Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each, and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11795-55)

Constructiva Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Joseph Anthony Blanar, executive, Vlasta Blanar, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Anthony Blanar, Morris Botner, merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a real estate and construction company, under the name of "Constructiva Ltd.", with a capital of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each, and into 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13017-54)

Continental Loan Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July 1955, incorporating: Dr. Fernand Doyon, dentist-surgeon, Bernard David, commercial traveller, Jacques Frigon, manager, Marc Lavigne, notary, all of La Sarre, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To act as a finance and loan company, under the name of "Continental Loan Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 75,000 common shares of $1 each, and 6,000 preferred shares of $25 each.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11788-55)

Crosstown Realties (MTL) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Ethel Godlevsky, Frances Herscovitz et Mildred Brown, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de "Crosstown Realties (MTL) Inc.", avec un capital de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune, et 7,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11809-55)

Dalroy Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Dalroy Investments Ltd.", avec un capital de 3,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11688-55)

Duranleau & Jalbert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 juin 1955, constituant en corporation: Jacques Lagassé, notaire, Monique O'Bready, Irène Labbé, sténographes, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres et exploiter un service d'ambulance, sous le nom de "Duranleau & Jalbert Inc.", avec un capital total de $125,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune, et en 1,100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11788-55)

Crosstown Realties (MTL) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Ethel Godlevsky, Frances Herscovitz and Mildred Brown, secrataries spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "Crosstown Realties (MTL) Inc.", with a capital of $100,000, divided into 3,000 common shares of $10 each, and into 7,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11809-55)

Dalroy Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Dalroy Investments Ltd.", with a capital of 3,000 common shares of no par value and 750 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11688-55)

Duranleau & Jalbert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Jacques Lagassé, notary, Monique O'Bready, Irène Labbé, stenographer, all of Sherbrooke, judicial district of St-Francis, for the following purposes:

To carry on the business of morticians and to operate an ambulance service under the name of "Duranleau & Jalbert Inc.", with a total capital stock of $125,000, divided into 150 common shares of $100 each, and into 1,100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11725-55)

East End Chrome Furniture Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1955, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et exercer le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement de toute description, sous le nom de "East End Chrome Furniture Ltd", avec un capital de $75,000 divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11725-55)

East End Chrome Furniture Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1955, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "East End Chrome Furniture Ltd", with a capital of $75,000, divided into 1,500 common shares of the par value of $10 each, and 6,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11755-55)

Economic Publishers Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Roger Ouimet, C.R., avocat, de Westmount, Claude Ducharme, avocat, Jeannine Falardeau, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'imprimeurs, graveurs, éditeurs, vendeurs de livres et d'imprimés, relieurs et journalistes artistiques, sous le nom de "Economic Publishers Co. Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11755-55)

Economic Publishers Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Roger Ouimet, Q.C., advocate, of Westmount, Claude Ducharme, advocate, Jeannine Falardeau, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of printers, engravers, publishers, book and print sellers, book binders and art journalists, under the name of "Economic Publishers Co. Ltd.", with a capital of $10,000, divided into 10,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11720-55)

El Rancho Homes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, Hilda Quanz, sténographe, toutes deux filles majeures, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de propriétés immobilières et transiger les affaires d'une compagnie de développement, sous le nom de "El Rancho Homes Ltd.", avec un capital de 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11720-55)

El Rancho Homes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, Freda Pomerance, Scretary, Hilda Quanz, stenographer, both spinsters and filles majeures, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with immoveable property and carry on the operations of a development company, under the name of "El Rancho Homes Ltd.", with a capital of 1,000 common shares of no par value and 500 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11972-55)

E. Parenteau Ltée—Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15 juillet 1955, constituant en corporation: Edgar Parenteau, ébéniste, Jeannette Gilbert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Edgar Parenteau, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Raynald Pelchat, ébéniste, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ébénistes, sous le nom de "E. Parenteau Ltée — Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2630, rue Wurtele, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11726-55)

Estrex Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juin, 1955, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce général de bois de construction, sous le nom de "Estrex Lumber Inc.", avec un capital de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11811-55)

Fleetwood Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de juin 1955, constituant en corporation: Joseph H. Freedman, avocat, Fay Hilda Stein, ménagère, fille majeure, Solly Epstein, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et acquérir partie des lots 450, 451, 447, 446 et 449 dans la paroisse de Longue Pointe de la division d'enregistrement de Montréal et le lot P 409 dans la paroisse de Sault au Récollet de la division d'enregistrement de Montréal, sous le nom de "Fleetwood Realty Co. Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 20 actions ordinaires de $100 chacune et 980 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue Alexandre, chambre 800, en les cité et district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11972-55)

E. Parenteau Ltée— Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July 1955, incorporating: Edgar Parenteau, cabinet-maker, Jeannette Gilbert, housewife, wife contractually separate as to property of the said Edgar Parenteau, and duly authorized by the latter for these presents, Raynald Pelchat, cabinet-maker, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cabinet-makers under the name of "E. Parenteau Ltée — Ltd.", with a total capital stock of $40,000 divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2630 Wurtele Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11726-55)

Estrex Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1955, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in lumber, under the name of "Estrex Lumber Inc.", with a capital of $100,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each, and into 700 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11811-55)

Fleetwood Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Joseph H. Freedman, advocate, Fay Hilda Stein, housewife, spinster, Solly Epstein, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase and acquire part of lots 450, 451, 447, 446 and 449 in the parish of Longue Pointe in the registration division of Montreal and lot P 409 in the parish of Sault au Recollet in the registration division of Montreal, under the name of "Fleetwood Realty Co. Ltd.", with a capital of $100,000, divided into 20 common shares of $100 each, and into 980 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander St., Room 800, in the city and judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11797-55)

Gonzague Bellavance Ltée.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29 juin 1955, constituant en corporation: Gonzague Bellavance, marchand, Jacques Bellavance, Jean-Luc Bellavance, commis, tous de Causapscal, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises se rapportant au commerce de marchand général, épicier et boucher, sous le nom de "Gonzague Bellavance Ltée.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11715-55)

Guy Gervais Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29 juin 1955, constituant en corporation: Marcel Archambault, agent, Françoise Poirier, sténographe, fille majeure, Denise Poirier, comptable, fille majeure, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur-électricien et exercer le commerce d'accessoires éléctriques et de meubles, sous le nom de "Guy Gervais Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11801-55)

Home Renovation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Sam Getz, photographe, Gui-C. Papineau-Couture, avocat, C.R., tous deux de Montréal, André Couture, entrepreneur, de la ville de Greenfield Part, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Home Renovation Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11797-55)

Gonzague Bellavance Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1955, incorporating: Gonzague Bellavance, merchant, Jacques Bellavance, Jean-Luc Bellavance, clerk, all of Causapscal, judicial district of of Rimouski, for the following purposes:

To deal in merchandise as carried on in the business of a general merchant, grocer, butcher, under the name of "Gonzague Bellavance Ltée.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Causapscal, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11715-55)

Guy Gervais Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June 1955, incorporating: Marcel Archambault, agent Françoise Poirier, stenographer, of full age, Denise Poirier, accountant, of full age, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an electrical contractor and to deal in electrical appliances and in furniture, under the name of "Guy Gervais Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Town St-Laurent, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11801-55)

Home Renovation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1955, incorporating: Sam Getz, photographer, Gui-C. Papineau-Couture, advocate, Q.C., both of Montreal, André Couture, contractor, of the town of Greenfield Park, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Home Renovation Inc.", with a capital of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11773-55)

Hotel Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Frances Herscovitz, Mildred Brown, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer, altérer, administrer et exploiter des bâtisses et hôtels et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Hotel Development Corporation", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11896-55)

Imprimerie Dorchester Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1955, constituant en corporation: Jean-Marc Pouliot, Guy Pouliot, imprimeurs, tous deux de Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce, Henri Chassé, notaire, de Ste-Foy, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce général d'imprimeur et d'éditeur, sous le nom de "Imprimerie Dorchester Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune, et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11680-55)

Ino Investments Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1955, constituant en corporation: Albert-Laurent Bissonnette, avocat, Margot Mary Quinn, Cordelia Leclerc, toutes deux secrétaires et filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ino Investments Corporation Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11773-55)

Hotel Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Frances Herscovitz, Mildred Brown, both secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter, manage and operate buildings and hotels and deal in building materials, under the name of "Hotel Development Corporation", with a capital of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11896-55)

Imprimerie Dorchester Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1955, incorporating: Jean-Marc Pouliot, Guy Pouliot, printers, both of Lake Etchemin, judicial district of Beauce, Henri Chassé, notary, of Ste-Foy, judicial district of Quebec for the following purposes:

To carry on a general business as printer and editor, under the name of "Imprimerie Dorchester Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each, and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lac Etchemin, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11680-55)

Ino Investments Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1955, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, advocate, Margot Mary Quinn, Cordelia Leclerc, both secretaries and spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company, under the name of "Ino Investments Corporation Ltd.", with a capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each, and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11584-55)

Jacques Cartier Asphalt Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4 juillet 1955, constituant en corporation: Guy Chicoine, Romuald Chicoine, entrepreneurs en construction, de Verchères, district judiciaire de Richelieu, Gérard Hébert, avocat, de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur et constructeur en général et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Jacques Cartier Asphalt Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11584-55)

Jacques Cartier Asphalt Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: Guy Chicoine, Romuald Chicoine, building contractors, of Verchères, judicial district of Richelieu, Gérard Hébert, advocate, of Montreal, in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general contractor and builder and to deal in building materials under the name of "Jacques Cartier Asphalt Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Town Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN.

40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11796-55)

J. Lubin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., avocat, Paul L. Gordon, avocat, Thelma Goldstein, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre des bottes, chaussures, pantoufles, caoutchoucs, bourses et autres accessoires, sous le nom de "J. Lubin Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 cgcune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11796-55)

J. Lubin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June 1955, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C. advocate, Paul L. Gordon, advocate, Thelma Goldstein, spinster of the full age of majority, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing in boots, shoes, slippers, rubbers, purses and other accessories, under the name of "J. Lubin Inc.", with a capital of $40,000, divided into 350 preferred shares of a par value of $100 each, and 50 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11789-55)

Joe Beef Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Ethel Godlevsky, Mildred Brown, toutes deux secrétaires, fille majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de "Joe Beef Enterprises Limited", avec un capital de $300,000, divisé en 100 actions ordinaires catégorie "A" d'une valeur au pair de $10 chacune, 900 actions ordinaires catégorie "B" d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11789-55)

Joe Beef Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Ethel Godlevsky, Mildred Brown, both secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "Joe Beef Enterprises Limited", with a capital of $300,000, divided into 100 Class "A" common shares of the par value of $10 each, and 900 Class "B" common shares of the par value of $10 each, and 2,900 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11812-55)

Jomarnor Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, Michael Charles Herman, avocats, Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce et le négoce d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Jomarnor Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11812-55)

Jomarnor Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, Michael Charles Herman, advocates, Irène Rubin, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in and with real estate and immoveables, under the name of "Jomarnor Ltd.", with a capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11845-55)

Korry Togs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Alan Golden, commis, Abraham Cohen, avocat et Larry Smith, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce comme manufacturiers et marchands de robes, vêtements de sport, manteaux, habits et habillements, sous le nom de "Korry Togs Inc.", avec un capital de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4263 boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(A.G. 11845-55)

Korry Togs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1955, incorporating: Alan Golden, clerk, Abraham Cohen, advocate and Larry Smith, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers and dealers in dresses, sportswear, coats, suits and clothing, under the name of "Korry Togs Inc.", with a capital of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each, and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4263, St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11856-55)

La Boutique du Cadeau de Lévis Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5 juillet 1955, constituant en corporation: Pierre Bédard, avocat, Lorette Vachon, secrétaire, tous deux de Québec, Cécile Labrecque, secrétaire, de Lévis, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et généralement négocier et faire le commerce de vaisselle, cristal, porcelaine, antiquités, meubles, frigidaires, appareils de radio et de télévision, tapis, tapisseries, argenterie, soie, sous le nom de "La Boutique du Cadeau de Lévis Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11856-55)

La Boutique du Cadeau de Lévis Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1955, incorporating: Pierre Bédard, advocate, Lorette Vachon, secretary, both of Quebec, Cécile Labrecque, secretary, of Levis, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and generally carry on the business of and deal in crockery, crystal, china, antiques, furniture, frigidaires, radio and television apparatus, carpets, tapestry, silverware, silk, under the name of "La Boutique du Cadeau de Lévis Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11743-55)

Lady Fair Dresses Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Morris Feinstein, Harold Axler, manufacturiers, Miss Netty Mol, secrétaire, tous de la cité de Montréal, Arthur Yanofsky, avocat, de Ville St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toute description, sous le nom de "Lady Fair Dresses Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11844-55)

Laiterie Mont St. Bruno Dairy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6 juillet 1955, constituant en corporation: Jacques Perreault, avocat et docteur en droit, d'Outremont, Charles-A. Lussier, avocat, Berthe Lafontaine, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du lait et de produits laitiers, sous le nom de "Laiterie Mont St. Bruno Dairy Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11791-55)

La Seigneurie de Ste-Marie Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 juin 1955, constituant en corporation: Yvette Taschereau, hôtelière, épouse contractuellement séparée de biens de R. G. Taschereau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Antoinette Picard, rentière, toutes deux de Ste-Marie-de-Beauce, district judiciaire de Beauce, et, Adrienne Picard, veuve non mariée de Lauréat Picard, d'Everell, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "La Seigneurie de Ste-Marie Incorporée", avec un capital total de $125,000, divisé en 50 actions ordinaires de $500 chacune, et en 400 actions privilégiées de $250 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Marie, district judiciaire de Beauce.

(A.G. 11743-55)

Lady Fair Dresses Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1955, incorporating: Morris Feinstein, Harold Axler, manufacturers, Miss Netty Mol, secretary, all of the city of Montreal, Arthur Yanofsky, advocate, of Ville St-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothes and wearing apparel of every description, under the name of "Lady Fair Dresses Ltd.", with a capital of $100,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each, and 600 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11844-55)

Laiterie Mont St. Bruno Dairy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July 1955, incorporating: Jacques Perreault, advocate and doctor of laws, of Outremont, Charles-A. Lussier, advocate, Berthe Lafontaine, secretary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in milk and dairy products, under the name of "Laiterie Mont St. Bruno Dairy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each, and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint Bruno, County of Chambly, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11791-55)

La Seigneurie de Ste-Marie Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Yvette Taschereau, hotel-keeper, wife contractually separate as to property of R. G. Taschereau, and duly authorized by him for these presents, Antoinette, Picard, annuitant, both of Ste-Marie-de-Beauce, judicial district of Beauce, and Adrienne Picard, unremarried widow of Lauréat Picard, of Everell, judidicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the hotel business under the name of "La Seigneurie de Ste-Marie Incorporée", with a total capital stock of $125,000, divided into 50 common shares of $500 each and into 400 preferred shares of $250 each.

The head office of the company will be at Ste-Marie, judicial district of Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11873-55)

Laval Reporter Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1955, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Yvette Marcoux, fille majeure, secrétaire, tous deux de Montréal, Claude Guérin, avocat, d'Outremont, tous des district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme propriétaires de journaux et publicistes généraux, sous le nom de "Laval Reporter Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rose-de-Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11509-55)

Le Centre d'Achat de la Vallée du Richelieu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17 juin 1955, constituant en corporation: L.-Paul Fréchette, commerçant, de St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe, Marcel Landry, avocat, de Belœil, district judiciaire de Richelieu, Jacqueline Laurendeau, secrétaire, célibataire, de la ville de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Le Centre d'Achat de la Vallée du Richelieu Inc.", avec un capital-actions divisé en 20,000 actions sans valeur au pair ou niminale et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hilaire, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11479-55)

Le Clos du Nord Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1955, constituant en corporation: Wilfrid Ward, commis, Dame Lucille Duquette, ménagère, épouse commune en biens dudit Wilfrid Ward, Gabriel Majeau, distributeur d'huile, Dame Gilberte Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gabriel Majeau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'huile à chauffage et autres carburants, sous le nom de "Le Clos du Nord Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11873-55)

Laval Reporter Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of July 1955, incorporating: Léo Davignon, accountant, Yvette Marcoux, fille majeure, secretary, both of Montreal, Claude Guérin, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as owners of newspaper and general publicists, under the name of "Laval Reporter Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 500 common shares of $10 each, and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St. Rose-de-Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11509-55)

Le Centre d'Achat de la Vallée du Richelieu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1955, incorporating: L.-Paul Fréchette, dealer, of St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe, Marcel Landry, advocate of Belœil, judicial district of Richelieu, Jacqueline Laurendeau, secretary, bacheler, of the town of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and in immoveable property under the name of "Le Centre d'Achat de la Vallée du Richelieu Inc.", with a capital stock divided into 20,000 shares without nominal or par value and into 1,000 preferred sahres of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hilaire, judicial district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11479-55)

Le Clos du Nord Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July 1955, incorporating: Wilfrid Ward, clerk, Dame Lucille Duquette, housewife, wife common as to property of the said Wilfrid Ward, Gabriel Majeau, oil distributor, Dame Gilberte Roy, housewife, wife separate as to property of the said Gabriel Majeau, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in oil for heating purposes and other fuels, under the name of "Le Clos du Nord Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each,

au pair de $10 chacune, et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11655-55)

Leith Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: John Pyndus, marchand, Catherine Juzenko Pyndus, ménagère, épouse commune en biens dudit John Pyndus et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Edward John Pyndus, boulanger, Lillian Rita Evelyn Pyndus Patterson, ménagère épouse séparée de biens d'Edward Patterson, comptable et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Kathleen Dorothy Majorie Pyndus, caissière, fille majeure, tous de Verdun, Wilfrid Lawson, comptable, de Ste-Dorothée, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boulangers, sous le nom de "Leith Pastry Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5153 avenue Verdun, cité de Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11656-55)

Le Marché Central de St-Côme Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze juillet 1955, constituant en corporation: Armand Gauthier, Henrius Simard, Rolland Bouchard, cultivateurs, Joseph Simard, commis, tous de St-Côme, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, mercerie, ferronnerie, tabac, meubles et de toutes autres produits ou marchandises se vendant dans un commerce de magasin général, sous le nom de "Le Marché Central de St-Côme Incorporé", avec un capital de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Côme de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11753-55)

Les Entreprises XXe Siècle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23 juin 1955, constituant en corporation:

and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11655-55)

Leith Pastry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: John Pyndus, Merchant, Catherine Juzenko Pyndus, housewife, wife common as to property of the said John Pyndus, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Edward John Pyndus, baker, Lillian Rita Evelyn Pyndus Patterson, housewife, wife separate as to property of Edward Patterson, accountant, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Kathleen Dorothy Majorie Pyndus, cashier, spinster, of the full age of majority, all of Verdun, Wilfrid Lawson, accountant, of Ste. Dorothée, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bakers, under the name of "Leith Pastry Inc.", with a capital of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and into 200 preferred shares of $100.

The head office of the company will be at 5153 Verdun Avenue, city of Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11656-55)

Le Marché Central de St-Côme Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July 1955, incorporating: Armand Gauthier, Henrius Simard, Rolland Bouchard, farmers, Joseph Simard, clerk, all of St. Côme, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the business of grocery, small wares, hardware, tobacco, furniture and any other products or merchandise sold in general store business, under the name of "Le Marché Central de St-Côme Incorporé", with a capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at St. Côme de Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11753-55)

Les Entreprises XXe Siècle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Gaétan

Gaétan Chabot, avocat, de town of St-Pierre, René Cousineau, avocat, Jacques Viger, commis, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce d'une compagnie de construction et agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Les Entreprises XXe Siècle Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11832-55)

Les Industries Ahuntsic Limitée
Ahuntsic Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1955, constituant en corporation: Marcel Bissonnette, imprimeur, de Laval-des-Rapides, Jacques Guérin, avocat, Marie Guérin, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs; exercer le commerce d'immeuble, quincaillerie, ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de "Les Industries Ahuntsic Limitée — Ahuntsic Industries Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11255-55)

L. Leclerc Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 juin 1955, constituant en corporation: Léger Leclerc, commerçant, Lionel Leclerc, Lucien Leclerc, camionneurs, tous de Pont-Rouge, dans le district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de transport, sous le nom de "L. Leclerc Transport Inc.", avec un capital total de $40,000, divilé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11701-55)

L'Oeuvre d'Assistance aux Malades à Domicile

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Mgr Louis-Émile Hudon,

Chabot, advocate, of town of St-Pierre, René Cousineau, advocate, Jacques Viger, clerk, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business of a building company and to operate as general contractors, under the name of "Les Entreprises XXe Siècle Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11832-55)

Les Industries Ahuntsic Limitée
Ahuntsic Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1955, incorporating: Marcel Bissonnette, printer, of Laval des Rapides, Jacques Guérin, advocate, Marie Guérin, stenographer, fille majeure, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders; deal in real estate, hardware, ironware and building materials, under the name of "Les Industries Ahuntsic Limitée — Ahuntsic Industries Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11255-55)

L. Leclerc Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Léger Leclerc, dealer, Lionel Leclerc, Lucien Leclerc, carriers, all of Pont-Rouge, in the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a transportation business under the name of "L. Leclerc Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Pont-Rouge, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11701-55)

L'Oeuvre d'Assistance aux Malades à Domicile

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Mgr. Louis-Émile Hudon,

P.D., professeur, Maria Beaumier Paquet, directrice, Hôpital St-Luc, épouse contractuellement séparée de biens du Dr Albert Paquet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Hortense Turcotte, infirmière hygiéniste, Dr Armand Rioux, médecin, tous des cités et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Venir en aide aux malades à domicile, sous le nom de "L'Oeuvre d'Assistance aux Malades à Domicile".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11722-55)

Lucien Bédard & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27 juin 1955, constituant en corporation: Lucien Bédard, entrepreneur général, de St-Lambert, Jacques-B. Viau, notaire, Gisèle Desroches, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général et constructeur, sous le nom de "Lucien Bédard & Cie Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 27 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11684-55)

Mansions Radiator Service Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20 juin 1955, constituant en corporation: Bertrand-Maurice Mignault, gérant, Paul Mignault, vendeur, Paul-E. Mallette, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général de radiateurs et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Mansions Radiator Service Limited", avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, et en 2,700 actilns privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12061-55)

Marché Spence, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

P.D., professor, Maria Beaumier Paquet, directrice, St-Luc Hospital, wife contractually separate as to property of Dr. Albert Paquet and duly authorized by him for these present purposes: Hortense Turcotte, nurse-hygienist, Dr. Armand Rioux, physician, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To come to the assistance of ill people in their homes, under the name of "L'Oeuvre d'Assistance aux Malades à Domicile".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11722-55)

Lucien Bédard & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Lucien Bédard, general contractor, of St-Lambert, Jacques-B. Viau, notary, Gisèle Desroches, secretary, bachelor of full age, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor and builder under the name of "Lucien Bédard & Cie Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11684-55)

Mansions Radiator Service Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1955, incorporating: Bertrand-Maurice Mignault, manager, Paul Mignault, salesman, Paul E. Mallette, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in the business of radiators and automobile accessories under the name of "Mansions Radiator Service Limited", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $1 each and into 2,700 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 12061-55)

Marché Spence, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 25 juillet 1955, constituant en corporation: Paul-H. Spence, marchand et négociant, Roméo Gilbert, coiffeur, tous deux de Dolbeau, district judiciaire de Roberval, Alexandre Ross, fonctionnaire, de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et généralement faire le commerce de merceries, nouveautés, soies, toiles, lainages, cotonnades, produits synthétiques, articles de ménage et ustensiles de maison, outils et autres articles de ferronnerie et de quincaillerie, épiceries, bonbons, fruits, liqueurs douces, cigares, cigarettes, tabac, articles de fumeurs, journaux, revues et feuilles de musique, jouets, articles de toilette et remèdes brevetés, accessoires électriques, articles de librairie, de sports et bibelots, sous le nom de "Marché Spence, Inc.", avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11815-55)

Maurice H. Brault & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1955, constituant en corporation: Louis-Philippe Larivière, avocat, Maurice-H. Brault, Guy Brault, courtiers en assurances, Jeanne Bruchési Brault, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice-H. Brault, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en assurances, sous le nom de "Maurice H. Brault & Fils Limitée", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5493 avenue Durocher, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11851-55)

Modern American Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1955, constituant en corporation: Phil. Cutler, Georges-C. Lachance, avocats, Jeanine Pollet, Irène Marine, sténographes, célibataires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles et de nouveautés mobilières, sous le nom de "Modern American Furniture Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of July 1955, incorporating: Paul H. Spence, merchant and dealer, Roméo Gilbert, hairdresser, both of Dolbeau, judicial district of Roberval, Alexandre Ross, civil servant, of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To fabricate and generally deal in small wares, novelties, silks, linens, wools, cottons, synthetic products, household goods and utensils, tools and other iron wares and hardware, groceries, candies, fruits, soft drinks, cigars, cigarettes, tobacco, smokers supplies, newspapers, magazines and sheet music, toys, toilet requisites and patent medicines, electrical appliances, stationery goods, sport goods and bibelots, under the name of "Marché Spence, Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11815-55)

Maurice H. Brault & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1955, incorporating: Louis-Philippe Larivière, advocate, Maurice H. Brault, Guy Brault, insurance brokers, Jeanne Bruchési Brault, wife contractually separate as to property of the said Maurice H. Brault, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers under the name of "Maurice H. Brault & Fils Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5493 Durocher Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11851-55)

Modern American Furniture Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July 1955, incorporating: Phil. Cutler, Georges C. Lachance, advocates, Jeanine Pollet, Irène Marine, stenographers, unmarried, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture and novelties therein, under the name of "Modern American Furniture Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11810-55)

Morland Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuilles et de placements, sous le nom de "Morland Investments Ltd.", avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11766-55)

Mountbrooke Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, avocats, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de propriétés immobilières, sous le nom de "Mountbrooke Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 340 édifice Dominion Square, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 12055-55)

National Asbestos Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juillet 1955, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en Loi, de Ville Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, Guy Ambrose Miller, teneur de livres, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "National Asbestos Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11810-55)

Morland Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Morland Investments Ltd.", with a capital divided into 3,000 common shares of no par value and 750 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11766-55)

Mountbrooke Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with immoveable property, under the name of "Mountbrooke Inc.", with a capital of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 340 Dominion Square Bldg., city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12055-55)

National Asbestos Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of July, 1955, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, Guy Ambrose Miller, bookkeeper, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "National Asbestos Limited" (No Personal Liability), with a total capital of $50,000, divided into 50,000 shares of the par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11694-55)

Normandie Automobile Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Sam Abracen, Maurice Abracen, vendeurs, de ville St-Laurent, Jack Abracen, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-moteurs et faire toutes sortes de réparations de tous véhicules-moteurs; acheter et vendre des pièces de rechange, sous le nom de "Normandie Automobile Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7530 boulevard Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11858-55)

Noshar Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Mortimer Dolman, notaire, Kay Katz, secrétaire, épouse séparée de biens de William Katz et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Lucille Legroulx, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles, propriétés immobilières et matériaux de construction, sous le nom de "Noshar Holdings Inc.", avec un capital de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 190 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11748-55)

O. Champagne & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29 juin 1955, constituant en corporation: Alexandre Champagne, entrepreneur-plombier, Annette Dubreuil-Champagne, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alexandre Champagne, de Montréal, Roger Champagne, entrepreneur-plombier, de Dorval, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur-plombier et entrepreneur général en construction, sous le nom de "O. Champagne & Fils Inc.", avec un capital

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11694-55)

Normandie Automobile Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: Sam Abracen, Maurice Abracen, salesmen, of ville St. Laurent, Jack Abracen, merchant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and carry on any kind of repairing of any motor vehicle; to purchase and sell spare parts, under the name of "Normandie Automobile Ltd.", with a capital of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7530 Lajeunesse Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11858-55)

Noshar Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: Mortimer Dolman, notary, Kay Katz, secretary, wife separate as to property of William Katz, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Lucille Legroulx, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property and in building materials, under the name of "Noshar Holdings Inc.", with a capital of $20,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, and into 190 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11748-55)

O. Champagne & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1955, incorporating: Alexandre Champagne, plumber-contractor, Annette Dubreuil-Champagne, housewife, wife contractually separate as to property of the said Alexandre Champagne of Montreal, Roger Champagne, contractor-plumber, of Dorval, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a contractor-plumber and as general building contractor under the name of "O. Champagne & Fils Inc.", with a total capital

total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11595-55)

Peerless Finance & Mortgage Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation: Mark Levitt, manufacturier, Isak Aspler, administrateur d'assurances, Samuel Moskovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, David Litner, avocat, Frances Furman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et prêter de l'argent et transiger les affaires et effectuer les opérations d'une compagnie de placements et de prêts, sous le nom de "Peerless Finance & Mortgage Co. Ltd", avec un capital de $225,000 divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1470 rue Peel, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11836-55)

Plantagenet Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuilles, sous le nom de "Plantagenet Investments Inc.", avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 12790-54)

Robert Dubreuil Investments Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1955, constituant en corporation: Robert Dubreuil, vendeur, de St-Lambert, Marc-André-Blain, François Coron, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11595-55)

Peerless Finance & Mortgage Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, incorporating: Mark Levitt, manufacturer, Isak Aspler, insurance executive, Samuel Moskovitch, advocate and queen's counsel, David Litner, advocate, Frances Furman, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and lend money and to carry on the business and operations of an investment and loan company, under the name of "Perless Finance & Mortgage Co. Ltd", with a capital of $225,000, divided into 750 common shares of a par value of $100 each, and into 1,500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1470 Peel Street, in the City and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11836-55)

Plantagenet Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: Benjamin Robinson, advodate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of town of Mount Royal, Ethel Yussem, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Plantagenet Investments Inc.", with a capital divided into 100 common shares without nominal or par value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12750-54)

Robert Dubreuil Investments Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1955, incorporating: Robert Dubreuil, salesman, of St-Lambert, Marc André Blain, François Coron, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands d'obligations, courtiers en placements et courtiers d'actions, sous le nom de "Robert Dubreuil Investment Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune, et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11712-55)

Roland Pants & Sportswear, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30 juin 1955, constituant en corporation: Roland Hervieux, comptable, Zigmond Steiner, industriel, Maxime Landreville, garagiste, tous des cité et district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce vêtements, sous le nom de "Roland Pants & Sportswear, Inc.", avec un capital total de $75,000, divisé en 150 action ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11839-55)

Rosler Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Frances Herscovitz, Mildred Brown, toutes deux filles majeures, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents et courtiers d'immeubles, sous le nom de "Rosler Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11816-55)

Rox Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5 juillet 1955, constituant en corporation: Jean Filion, C.R., avocat, Claude Béland, étudiant en droit, tous deux de Ville Mont-Royal, Suzanne Ducharme, secrétaire, célibataire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger en général des affaires d'immeubles, sous le nom de "Rox Realty Limited",

To carry on the business of bond dealers, investment and stock brokers, under the name of "Robert Dubreuil Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each, and 2,000 preferred shares of a par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11712-55)

Roland Pants & Sportswear, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June 1955, incorporating: Roland Hervieux, accountant, Zigmond Steiner, industrialist, Maxime Landreville, garage-keeper, all of the city and judicial district of Joliette, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in wearing apparel, under the name of "Roland Pants & Sportswear, Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 150 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11839-55)

Rosler Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Frances Herscovitz, Mildred Brown, both spinters, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "Rosler Inc.", with a capital of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11816-55)

Rox Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July 1955, incorporating: Jean Filion, Q.C., advocate, Claude Béland, student-at-law, both of the town of Mount Royal, Suzanne Ducharme, secretary, unmarried, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the real estate business, under the name of "Rox Realty Limited", with

avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11757-55)

Roymac Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de la cité de Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, Harry Pinker, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Roymac Realty Co. Ltd.", avec un capital de $120,000 divisé en 120 actions ordinaires de $100 chacune et 1080 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11718-55)

Rubigail Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Rubigail Holdings Inc.", avec un capital de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11695-55)

Sainte-Anne Auto Parts Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1955, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, Ronaldo Raboin, notaire, Gisèle Labbé, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

La vente et réparation de véhicules-automobiles et des accessoires, sous le nom de "Sainte-Anne Auto Parts Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires

a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11757-55)

Roymac Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Max S. Kayfman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, fille majeure, both of the city of Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, Harry Pinker, advocate, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Roymac Realty Co. Ltd.", with a capital of $120,000, divided into 120 common shares of $100 each, and into 1,080 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11718-55)

Rubigail Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Rubigail Holdings Inc.", with a capital of $40,000, divided into 400 common shares of the par value of $10 each, and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Ville St-Laurent, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11695-55)

Sainte-Anne Auto Parts Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1955, incorporating: André P. Casgrain, advocate, Ronaldo Raboin, notary, Gisèle Labbé, secretary, all of the city and judicial district of Rimouski, for the following purposes:

The sale and repairs of motor vehicles and accessories under the name of "Sainte-Anne Auto Parts Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a

d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11678-55)

Sheldon Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1955, constituant en corporation: Hyman Rosenfeld, notaire, Irving J. Halperin, avocat, Cynthia Pressman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, exercer le commerce et le négoce d'appareils électriques et accessoires domestiques, meubles et nouveautés d'ameublement, verre, verrerie et produits et sous-produits et articles en verre, matériaux réfractaires, argile et produits plastiques et bois, produits et articles en métal, objets, effets et marchandises, sous le nom de "Sheldon Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11794-55)

Soldan Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juillet 1955, constituant en corporation: Aaron Hyman Mettarlin, notaire, Ben Morris, marchand, d'Outremont, Alva Phillis Boyd, A. Ruth Green, sténographes, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Soldan Development Corporation", avec un capital de $30,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions catégorie A, sans droit de votes de $10 chacune et 290 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11934-55)

Spécialités Économiques Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12 juillet 1955, constituant en corporation: Albéric Giguère, courtier en assurances, Henri Giguère, commerçant, Lindy Giguère, vendeur,

par value of $100 each, and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11678-55)

Sheldon Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1955, incorporating: Hyman Rosenfeld, notary, Irving J. Halperin, advocate, Cynthia Pressman, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in and with electrical appliances and home accessories, furniture and furniture novelties, glass, glassware and glass products and by products and articles, refractories, clay and plastic products and wood and metal products and articles, goods, wares and merchandise, under the name of "Sheldon Manufacturing Co. Ltd.", with a capital of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, and into 1,500 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June. 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11794-55)

Soldan Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1955, incorporating: Aaron Hyman Mettarlin, notary, Ben Morris, merchant of Outremont, Alva Phyllis Boyd, A. Ruth Green stenographers, of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Soldan Development Corporation", with a capital of $30,000, divided into 50 common shares of $10 each, and into 50 class A (non-voting) shares of $10 each, and 290 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11934-55)

Spécialités Économiques Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of July 1955, incorporating: Albéric Giguère, insurance broker, Henri Giguère, dealer, Lindy Giguère, salesman, Eddy Giguère, student, Doris

Eddy Giguère, étudiant, Doris Giguère, ménagère, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux de construction, d'ingrédients, produits, instruments, machines, appareils, accessoires et dispositifs destinés ou pouvant être utilisés au ménage, à l'entretien et à l'amélioration de toutes constructions, bâtiments, édifices publics ou privés, sous le nom de "Spécialités Économiques Limitée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 500, 17e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11803-55)

St. Antoine Lumber & Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29 juin 1955, constituant en corporation: Conrad Proulx, Romuald Deschênes, tous deux commerçants, Jean-Paul Léonard, notaire, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois en général et de tous les sous-produits de bois, sous le nom de "St. Antoine Lumber & Manufacturing Ltd.", avec un capital total de $70,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11913-55)

The Protestant Community Club of Isle Perrot

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Ester-Anderson Roberts, Dame Florence-Johnson Javes, veuves, ménagères, et Dame Alice-Hanson Hopgood, ménagère, épouse séparée de biens de William Arnold Hopgood et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Terrace Vaudreuil, tous de l'Isle Perrot, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club pour l'accomodation, la récréation et le bien-être des membres de la corporation et autres et exécuter des travaux charitables dans la localité en général, sous le nom de "The Protestant Community Club of Isle Perrot".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $17,000.

Le siège social de la compagnie sera à Isle Perrot, district judiciaire de Montréal.

Giguère, housekeeper, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in building materials, ingredients, products, instruments, machinery, apparatus, accessories, and devices intended for household purposes or which may be utilized therein, or for the maintenance and improvement of any structures, houses, buildings both private and public, under the name "Spécialités Économiques Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 500, 17th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this July twelfth 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11803-55)

St. Antoine Lumber & Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1955, incorporating: Conrad Proulx, Romuald Deschênes, both daelers, Jean-Paul Léonard, notary, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in wood generally and in all the by-products of wood under the name of "St-Antoine Lumber & Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of $70,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and into 400 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11913-55)

The Protestant Community Club of Isle Perrot

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Ester-Anderson Roberts, Dame Florence-Johnson Javes (widows), housewives, and Dame Alice-Hanson Hopgood, housewife, wife separate as to property of William Arnold Hopgood and duly authorized by him for purpose of these presents, of Terrace Vaudreuil, all of Isle Perrot, in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation, recreation and convenience of the members of the corporation and others and for the rendering of charitable works to the community in general, under the name of "The Protestant Community Club of Isle Perrot".

The amount to which the value of the immveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $17,000.

The head office of the corporation will be at Isle Perrot, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

(P.G. 11848-55)

Thero Metals Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juillet 1955, constituant en corporation: Georges Kempt, commerçant, André Fauteux, avocat, Philippe Raymond, chauffeur, tous de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Extraction et travail de métaux, sous le nom de "Thero Metals Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11833-55)

Town Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1955, constituant en corporation: J.-Germain Beaulieu, industriel, Maria Goyer Beaulieu, ménagère, épouse dudit J.-Germain Beaulieu, de Ville Mont-Royal, Gabriel Clément, gérant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Town Hardware Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 334 actions communes de $100 chacune et en 166 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11750-55)

Westgate Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1955, constituant en corporation: Hyman Rosenfeld, notaire, Saul Tunis, étudiant, Cynthia Pressman, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Westgate Construction Co.", avec un capital de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,250 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

40488 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11848-55)

Thero Metals Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of July 1955, incorporating: Georges Kemp, merchant, André Fauteux, advocate, Philippe Raymond, chauffeur, all of St. Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

Metal extraction and workings, under the name of "Thero Metals Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11833-55)

Town Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1955, incorporating: J. Germain Beaulieu, industrialist, Maria Goyer Beaulieu housewife, wife of the said J. Germain Beaulieu, of the Town of Mount-Royal, Gabriel Clément, manager, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in the hardware business under the name of "Town Hardware Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 334 common shares of $100 each and into 166 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at the Town of Mount-Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,

40488 Deputy Attorney General.

(A.G. 11750-55)

Westgate Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Hyman Rosenfeld, notary, Saul Tunis, student, Cynthia Pressman, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Westgate Construction Co.", with a capital of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each, and 1,250 preferred shares of $20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40488-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11800-55)

Windsor Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28 juin 1955, constituant en corporation: Paul de Sève, courtier, Victor Pager, C.R., avocat, tous deux de Montréal, Guy Pager, avocat de Dorval, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de valeurs mobilières, sous le nom de "Windsor Securities Limited", avec un capital de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11800-55)

Windsor Securities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1955, incorporating: Paul de Sève, broker, Victor Pager, Q.C., advocate, both of Montreal, Guy Pager, advocate of Dorval, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in securities under the name of "Windsor Securities Limited", with a capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11585-55)

3-3-3 Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juillet 1955, constituant en corporation: Mario Laurier, Adolphe Prevost, Paul Trudeau, Gilles Godin, avocats, François Limoges, étudiant en droit, Pierre Maillé, agent de perception, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, constructeurs, et exercer le commerce de matériaux de construction; faire les affaires d'une compagnie d'immeuble et d'agent d'immeubles, sous le nom de "3-3-3 Incorporated", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11585-55)

3-3-3 Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1955, incorporating: Mario Laurier, Adolphe Prevost, Paul Trudeau, Gilles Godin, advocates, François Limoges, law student, Pierre Maillé, collector, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders, and deal in building materials; to carry on the real estate business and to operate as a real estate agent, under the name of "3-3-3 Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1955.

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

(P.G. 11290-55)

The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger, le 18 août 1955, les lettres patentes en date du vingt-sept mai 1955, de la corporation "The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation", de la manière suivante: en remplaçant cette date du vingt-sept mai 1955 par celle du vingt-quatre mai 1955.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

L'Assistant-procureur général,
40488-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11290-55)

The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation

Notice is given that in accordance with the provisions of section 12 of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct, on August 18 1955, Letters Patent dated the twenty-seventh day of May 1955, of the corporation "The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation", in the following manner: by replacing said date of twenty-seventh of May 1955 by that of May twenty-fourth 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955

C. E. CANTIN,
40488 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 862

Québec, le 10 août 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627-G du 17 juin 1954, soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1955, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,
40517-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 862

Québec, le 10 août 1955.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "G"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1021 du 10 septembre 1953 et amandements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 1er novembre 1955.

(Document "G" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
40517-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 862

Québec, le 10 août 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "H"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux débardeurs du Port de Montréal (navigation océanique).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 693 du 29 juin 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 797-A du 25 juillet 1951, 788-B du 23 juillet 1952

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 862

Quebec, August 10, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades and Joint Committee of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 627-G of June 17th, 1954, be extended until November 1st, 1955, with the same rate and conditions.

L.DÉSLETS,
40517-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 862

Quebec, August, 10, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the decree No. 1021 of September 10th, 1953, and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be extended until November 1st, 1955.

(Document "G" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
40517-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 862

Quebec, August 10, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "H"

CONCERNING amendments of the decree relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments). the contracting parties to the collective labour agreement relating to the longshoremen of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 693 of June 29, 1949, amended by Orders in Council 797-A of July 25, 1951, 788-B of July 23, 1952, and

et 628-F du 17 juin 1954, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE, ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ ,en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 693, soit modifié comme suit:

1° Les taux horaires de salaires de $1.78 et de $2.67, apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de $1.83 et de $2.74½.

2° Les taux horaires de salaires de $1.93 et de $2.89½, apparaissant au paragraphe "*d*" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de $1.98 et de $2.97.

3° Les taux horaires de salaires de $2.13 et de $3.19½, apparaissant au paragraphe "*h*" de l'article II sont remplacés par les taux de $2.18 et de $3.27.

4° Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe "*a*" de l'article II:

"A ces taux doit s'ajouter une contribution de $0.15 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer les prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

(Document "H" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

40517-o

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 4, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 693, be amend as follows:

1. The hourly rates of $1.78 and $2.67 mentioned in subsection "*a*" of section II, are replaced, respectively, by the rates of $1.83 and $2.74½.

2. The hourly rates of $1.93 and $2.89½, mentioned in subsection "*d*" of section II, are replaced, respectively, by the rates of $1.98 and $2.97.

3. The hourly rates of $2.13 and $3.19½, mentioned in subsection "*h*" of section II, are replaced by the rates of $2.18 and $3.27.

4. The following provisions are added to subsection "*a*" of section II:

"There shall be a contribution of fifteen cents ($0.15) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada —I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

(Document "H" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

40517-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 862

Québec, 10 août 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "I"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux doubleurs du Port de Montréal (navigation océanique).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux doubleurs du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 694 du 29 juin 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 797-B du 25 juillet 1951, 788-C du 23 juillet 1952 et 628-D du 17 juin 1954, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 694, soit modifié comme suit:

1° Les taux horaires de salaires de $1.78 et $2.67 apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article II sont remplacés respectivement par les taux de $1.83 et $2.74½.

2° Les taux horaires de $1.88 et de $2.82 apparaissant au paragraphe "*e*" de l'article II

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 862

Quebec, August 10, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "I"

CONCERNING amendments to the decree relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shipliners of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by decrees No. 694 of June 29, 1949, amended by Orders in Council 797-B of Joly 25, 1951, 788-C of July 23, 1952 and 628-D of June 17, 1954, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue June 4, 1955;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

That the said decree, No. 694, be amended as follows:

1. The hourly rates of $1.78 and $2.67, mentioned in subsection "*a*" of section II, are replaced, respectively, by the rates of $1.83 and $2.74½.

2. The hourly rates of $1.88 and $2.82, mentioned in subsection "*e*" of section II, are re-

sont remplacés respectivement par les taux de $1.93 et $2.89½.

3° Les taux horaires de $1.93 et de $2.89½ apparaissant au paragraphe "*g*" de l'article II sont remplacés respectivement par les taux de $1.98 et de $2.97.

4° Les taux horaires de salaires de $2.13 et de $3.19½ apparaissant au paragraphe "*h*" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de $2.18 et de $3.27.

5° Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe "*a*" de l'article II:

"A ces taux doit s'ajouter une contribution de $0.15 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles".

(Document "I" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
40517-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 862

Québec, le 10 août 1955.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "J"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux vérificateurs et tonneliers du port de Montréal (navigation océanique).

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs et tonneliers du Port de Montréal, navigation océanique, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 29 juin 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 797-C du 25 juillet 1951, 788-A du 23 juillet 1952 et 628-E du 17 juin 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE, ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 juin 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 695, soit modifié comme suit:

1° Les taux horaires de $1.65 et de $2.47½, apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article II, sont remplacés respectivement par les taux de $1.70 et de $2.55.

2° Les taux de $2.00 et de $3.00 apparaissant au paragraphe "*e*" de l'article IV, sont remplacés respectivement par les taux de $2.05 et de $3.07½.

3° Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe "*a*" de l'article II.

"A ces taux doit s'ajouter une contribution de $0.15 par homme-heure de travail par tous les employeurs visés, à la "Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds", afin d'assurer des prestations de pension, de bien-être et de vacances aux salariés éligibles."

(Document "J" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,
40517-o Greffier du Conseil Exécutif.

---

placed, respectively, by the rates of $1.93 and $2.89½.

3. The hourly wage rates of $1.93 and $2.89½, mentioned in subsection "*g*" of section II, are replaced, respectively, by $1.98 and $2.97.

4. The hourly wage rates of $2.13 and $3.19½, mentioned in subsection "*h*" of section II, are replaced, respectively, by $2.18 and $3.27.

5. The following provisions are added to subsection "*a*" of section II:

"There shall be a contribution of fifteen cents ($0.15) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada — I.L.A. Trust Funds to provide Pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

(Document "I" annexed to the order).

L. DÉSILETS,
40517-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNSIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 862

Quebec, August 10th, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "J"

CONCERNING amendments of the decree relating to the checkers and coopers of the Harbour of Montreal (ocean navigation).

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to checkers and coopers of the Harbour of Montreal, ocean navigation, rendered obligatory by the decree number 695 of June 29, 1949, amended by Orders in Council 797-C of July 25, 1951, 788-A of July 23, 1952, and 628-E of June 17, 1954, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of June 4th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 695, be amended as follows:

1. The hourly rates of $1.65 and $2.47½, mentioned in subsection "*a*" of section II, are replaced, respectively, by the rates of $1.70 and $2.55.

2. The rates of $2.00 and $3.00, mentioned in subsection "*e*" of section IV, are replaced, respectively, by the rates of $2.05 and $3.07½.

3. The following provisions are added to subsection "*a*" of section II:

"There shall be a contribution of fifteen cents ($0.15) per man-hour worked, by all employers concerned, to the Shipping Federation of Canada I.L.A. Trust Funds to provide pension, Welfare and Vacation benefits to eligible employees."

(Document "J" annexed to the order)

L. DÉSILETS,
40517 Clerk of the Executive Council.

ÉTAT SOMMAIRE

des Revenus et Dépenses, de la
Dette consolidée et des Dépôts de

LA PROVINCE DE QUÉBEC

Pour l'exercice terminé
le 31 mars 1955

ÉTAT SOMMAIRE DES REVENUS ET DES

pour l'exercice

REVENUS: —			
Provenant d'impôts et de droits : —			
Sur les corporations (capital)	$ 14,776,276.54		
Sur les corporations (profits)	50,647,920.23		
		$ 65,424,196.77	
Sur la gazoline		59,719,525.69	
Ventes	44,066,335.59		
A déduire: Partie attribuée au fonds d'éducation	21,439,738.70		
		22,626,596.89	
Sur le revenu		25,223,454.08	
Sur les successions		14,798,446.56	
Sur le tabac		12,312,367.01	
Sur transferts de valeurs mobilières		1,382,627.71	
Loi de l'assistance publique: —			
Courses	1,761,704.11		
Divertissements	3,083,432.40		
Pour hôpitaux (sur repas)	4,447,391.32		
		9,292,527.83	
Pour la prévention des incendies		117,384.05	
Mutations de propriétés		53,200.59	
			$210,950,327.18
Provenant d'autres sources: —			
Ressources Naturelles: —			
Terres et Forêts		12,975,900.81	
Mines		4,502,715.40	
Ressources hydrauliques		3,753,213.00	
Chasse		1,357,100.75	
Pêcheries		12,616.72	
Terres de colonisation		39,061.49	
Attribué au Fonds d'Éducation: —			
Droits de coupe	630,809.46		
Ressources hydrauliques	5,396,071.54	6,026,881.00	
			28,667,489.17
Licences et permis: —			
Véhicules automobiles		24,701,155.30	
Hôtels, restaurants, etc.		564,533.53	
Loi de l'assistance publique		218,984.89	
Divers		369,622.26	
			25,854,295.98
Honoraires et divers: —			
Loi de l'assistance publique		1,000,000.00	
Département du Procureur général		1,226,065.43	
Transports et Communications		331,013.79	
Département du travail		842,981.60	
Secrétariat de la province		191,348.35	
Terres et Forêts		1,238,009.58	
Divers		226,971.78	
			5,056,390.53
Intérêts: — Placement des fonds d'amortissement		3,226,939.25	
Divers comptes		853,195.66	
			4,080,134.91
Fonds d'éducation		28,729,266.41	
A déduire: Revenus figurant à la rubrique Ressources Naturelles		6,026,881.00	
			22,702,385.41
Commission des liqueurs de Québec: —			
Impôt spécial sur les spiritueux (S.R.Q., 1941, c. 255, a. 31)		1,553,015.30	
Permis et droits		10,453,074.44	
Compte de commerce	22,681,309.62		
A déduire: Octroi à l'assistance publique	1,000,000.00	21,681,309.62	
			33,687,399.36
Autres revenus: —			
Subside canadien		3,173,408.60	
Amendes, etc.		828,104.67	
Escompte sur achats de change étranger		59,007.01	
Divers		17,512.85	
			4,078,033.13
Total des revenus			$335,076,455.67

DÉPENSES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

terminé le 31 mars 1955

DÉPENSES ORDINAIRES: —		
Affaires municipales		$ 5,260,818.27
Agriculture		17,908,352.55
Bien-être social et Jeunesse		27,427,773.09
Chasse		2,180,465.59
Colonisation		9,637,437.43
Conseil exécutif (y compris $18,330,500.00 payés à même le produit de l'impôt sur le revenu pour l'éducation, la santé publique et la législation sociale)		25,012,591.26
Finances		5,377,200.09
Industrie et Commerce		1,558,589.05
Instruction publique (excluant le montant payé par le Conseil Exécutif à même l'impôt sur le revenu)		40,858,833.30
Législation		1,152,567.68
Mines		1,271,585.56
Pêcheries		2,669,932.47
Procureur général		10,243,334.71
Ressources hydrauliques		1,224,003.72
Santé (y compris $6,892,954.08 payés à même le produit de l'impôt sur le revenu pour la santé publique mais excluant le montant payé par le Conseil Exécutif)		56,908,497.65
Secrétariat de la province		4,054,899.29
Terres et Forêts		6,462,750.52
Transports et Communications		265,505.05
Travail		2,242,223.93
Travaux publics		11,849,195.14
Voirie		35,697,940.66
Augmentation de la réserve pour comptes douteux		2,009,100.00
		271,273,597.01
Dette publique: —		
Intérêts (montant net)	13,240,100.53	
Commissions, etc.	50,190.72	
Amortissement d'escompte et de prime sur emprunts	683,665.71	
Fonds d'amortissement (montant net)	13,194,035.43	
		27,167,992.39
Total des Dépenses Ordinaires		$298,441,589.40
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES ORDINAIRES		36,634,866.27
DÉPENSES AU COMPTE DU CAPITAL: —		
Édifices publics et autres actifs	3,385,754.35	
Ponts	9,881,293.32	
Construction de routes	37,554,735.26	
Parcs nationaux	59,994.64	
Chemins de mines	2,500,000.00	
Chemins de colonisation	1,786,192.66	
Barrages et travaux hydrauliques	2,656,168.55	
Dépenses extraordinaires	113,016.00	
Total des Dépenses au compte du Capital		$ 57,937,154.78

ÉTAT DE LA DETTE CONSOLIDÉE et des DÉPÔTS
au 31 mars 1955

Dette consolidée		$462,082,782.00	
Moins: Fonds d'amortissement		93,719,270.67	$368,363,511.33
Obligations émises à la Banque Canadienne Nationale en vertu de la Loi 14 Geo. V, c. 3 (1924).		15,000,000.00	
Moins: Fonds d'amortissement		9,669,133.81	5,330,866.19
Emprunts assumés par la province de Québec concernant des Écoles techniques ou professionnelles		2,215,000.00	
Moins: Emprunts remboursés à leurs échéances respectives à même le fonds consolidé du revenu	2,133,430.00		
Et à même un fonds d'amortissement	31,570.00	2,165,000.00	50,000.00*
Dette consolidée nette			$373,744,377.52
Dépôts judiciaires			3,550,109.77
Dépôts en garantie et en fiducie, etc		21,327,179.97	
Moins: Obligations détenues		14,536,506.58	6,790,673.39
Total			$384,085,160.68

Les états ci-dessus sont publiés conformément à une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895

J.-A. VÉZINA,
Auditeur de la Province.

ONÉSIME GAGNON,
Ministre des finances.

J. H. BIELER,
Sous-ministre des finances.

Québec, le 12 août, 1955.

40500-o

*En vertu de la loi 1-2 Elizabeth II chapitre 33, les cités suivantes ont été entièrement libérées de l'obligation de payer chaque année au gouvernement de la province les contributions ci-après qui étaient destinées à venir en aide à l'enseignement technique:

Cité	Pour	Montant
Montréal	École technique de Montréal	$75,000
Québec	École technique de Québec	30,000
Trois-Rivières	École technique de Trois-Rivières	10,000
Hull	École technique de Hull	10,000
St-Hyacinthe	École des textiles de Saint-Hyacinthe	10,000

ABRIDGED STATEMENT

of Revenue and Expenditure,
Funded Debt and Deposits of

THE PROVINCE OF QUEBEC

for the fiscal year ended
March 31st, 1955

ABRIDGED STATEMENT OF REVENUE AND

for the fiscal year

REVENUE: —			
From Taxation and Duties: —			
Corporations (on Capital)	$ 14,776,276.54		
Corporations (on Profits)	50,647,920.23		
		$ 65,424,196.77	
Gasoline		59,719,525.69	
Sales	44,066,335.59		
Less: Amount appropriated to Education Fund	21,439,738.70		
		22,626,596.89	
Income		25,223,454.08	
Successions		14,798,446.56	
Tobacco		12,312,367.01	
Security Transfers		1,382,627.71	
Public Charities Act: —			
Races	1,761,704.11		
Amusements	3,083,432.40		
For hospitals (on meals)	4,447,391.32		
		9,292,527.83	
Fire Prevention		117,384.05	
Property Transfers		53,200.59	
			$210,950,327.18
From other sources: —			
Natural Resources: —			
Lands and Forests		12,975,900.81	
Mines		4,502,715.40	
Hydraulic Resources		3,753,213.00	
Game		1,357,100.75	
Fisheries		12,616.72	
Colonization lands		39,061.49	
Appropriated to Education Fund: —			
Stumpage Dues	630,809.46		
Hydraulic Resources	5,396,071.54	6,026,881.00	
			28,667,489.17
Licenses and Permits: —			
Motor Vehicles		24,701,155.30	
Hotels, Restaurants, etc		564,533.53	
Public Charities Act		218,984.89	
Miscellaneous		369,622.26	
			25,854,295.98
Fees and Miscellaneous: —			
Public Charities Act		1,000,000.00	
Attorney-General's Department		1,226,065.43	
Transportation and Communications		331,013.79	
Labour Department		842,981.60	
Provincial Secretary's Department		191,348.35	
Lands and Forests		1,238,009.58	
Miscellaneous		226,971.78	
			5,056,390.53
Interest: — Sinking Fund Investments		3,226,939.25	
Various Accounts		853,195.66	
			4,080,134.91
Education Fund		28,729,266.41	
Less: Revenue shown under Natural Resources		6,026,881.00	
			22,702,385.41
Quebec Liquor Commission: —			
Special Tax on Spirits (R.S.Q., 1941, c. 255, s. 31)		1,553,015.30	
Permits and Duties		10,453,074.44	
Trade Account	22,681,309.62		
Less: Grant to Public Charities	1,000,000.00	21,681,309.62	
			33,687,399.36
Other Revenue: —			
Subsidy by Canada		3,173,408.60	
Fines, etc		828,104.67	
Discount on purchases of foreign exchange		59,007.01	
Miscellaneous		17,512.85	
			4,078,033.13
Total Revenue			$335,076,455.67

EXPENDITURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC

ended March 31st, 1955

ORDINARY EXPENDITURE: —		
Municipal Affairs		$ 5,260,818.27
Agriculture		17,908,352.55
Social Welfare and Youth		27,427,773.09
Game		2,180,465.59
Colonization		9,637,437.43
Executive Council (Including $18,330,500.00 out of Income Tax for Education, Public Health and Social Legislation)		25,012,591.26
Finance		5,377,200.09
Trade and Commerce		1,558,589.05
Education (excluding amount paid by Executive Council out of Income Tax)		40,858,833.30
Legislation		1,152,567.68
Mines		1,271,585.56
Fisheries		2,669,932.47
Attorney-General		10,243,334.71
Hydraulic Resources		1,224,003.72
Health (including $6,892,954.08 out of Income Tax for Public Health exclusive of amount paid by Executive Council)		56,908,497.65
Provincial Secretary		4,054,899.29
Lands and Forests		6,462,750.52
Transportation and Communications		265,505.05
Labour		2,242,223.93
Public Works		11,849,195.14
Roads		35,697,940.66
Increase in Reserve for Doubtful Accounts		2,009,100.00
		271,273,597.01
Public Debt: —		
Interest charges (net amount)	13,240,100.53	
Commissions, etc.	50,190.72	
Amortization of Discount and Premium on loans issued	683,665.71	
Sinking Funds (net amount)	13,194,035.43	
		27,167,992.39
Total Ordinary Expenditure		$298,441,589.40
EXCESS OF REVENUE OVER ORDINARY EXPENDITURE		36,634,866.27
CAPITAL EXPENDITURE: —		
Public Buildings and other assets	$ 3,385,754.35	
Bridges	9,881,293.32	
Roads Construction	37,554,735.26	
National Parks	59,994.64	
Mining Roads	2,500,000.00	
Colonization Roads	1,786,192.66	
Water Storages and Hydraulic Works	2,656,168.55	
Extraordinary Expenditure	113,016.00	
Total Capital Expenditure		$ 57,937,154.78

STATEMENT OF THE FUNDED DEBT AND DEPOSITS
at March 31st, 1955

Funded Debt		$462,082,782.00	
Less: Sinking Funds		93,719,270.67	$368,363,511.33
Bonds issued to the National Canadian Bank under Act 14 Geo. V, c. 3 (1924).		15,000,000.00	
Less: Sinking Fund		9,669,133.81	5,330,866.19
Loans assumed by the Province of Quebec in respect of Technical or Professional Schools		2,215,000.00	
Less: Loans repaid at maturity out of Consolidated Revenue Fund	2,133,430.00		
And out of a Sinking Fund	31,570.00	2,165,000.00	50,000.00*
Net Funded Debt			$373,744,377.52
Judicial Deposits			3,550,109.77
Security and Trust Deposits, etc		21,327,179.97	
Less: Securities on deposit		14,536,506.58	6,790,673.39
Total			$384,085,160.68

The above statements are published in conformity with a resolution of the Legislative Assembly of December 11th, 1895

J. A. VÉZINA,
Provincial Auditor.

ONÉSIME GAGNON,
Minister of Finance.

J. H. BIELER,
Deputy Minister of Finance.

Quebec, August 12th, 1955

40500-c

*In pursuance of the Act 1-2 Elizabeth II Chapter 33, the following Cities were entirely freed from the obligation of paying each year to the Government of the Province the contributions hereunder for the assistance of technical education:

City	For	Amount
Montreal	Montreal Technical School	$75,000
Quebec	Quebec Technical School	30,000
Trois-Rivières	Three Rivers Technical School	10,000
Hull	Hull Technical School	10,000
St. Hyacinthe	St. Hyacinthe Textile School	10,000

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 6332. Dame Noëlla Lachapelle, ménagère, épouse commune en biens de Edgar Maheu, marchand, tous deux d'Adamsville, district judiciaire de Bedford, demandresse, vs Ledit Edgar Maheu, marchand d'Adamsville, district judiciaire de Bedford, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur en cette cause.

Waterloo, ce 25 juillet 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
40491-o JACQUES BEAUCHAMP.

Action for Separation as to Property

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 6332. Dame Noëlla Lachapelle, housewife, wife common as to property of Edgar Maheu, merchand, both of Adamsville, judiciary district of Bedford, plaintiff, vs the said Edgar Maheu, merchant of Adamsville, judiciary district of Bedford, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been taken against the defendant in this case.

Waterloo, July 25th, 1955.

JACQUES BEAUCHAMP,
40491-o Attorney for the plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, district de Gaspé, comté de Gaspé, Cour Supérieure, Percé, No. 4209. Alphonse Deschesnes, demandeur vs Alice Dansereau, défendeur.

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET BIENS

Une actions en séparation de corps et biens a été instituée en cette cause le 13ième jour d'août, 1955.

Gaspé, le 22 août, 1955.

Les Procureurs du demandeur.
40525-o PIDGEON & DUSSAULT.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, district of Gaspé, county of Gaspé, Superior Court, Percé, No. 4209. Alphonse Deschesnes, plaintiff, vs Alice Dansereau, defendant.

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD

An action in separation as to bed and board has been instituted in this case on the 13th day of August, 1955.

Gaspé, August 22nd, 1955.

PIDGEON & DUSSAULT,
40525-o Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que Donohue Brothers Limited de Clermont, comté de Charlevoix, se propose de demander:

a) l'approbation d'un barrage construit en 1954 au Premier lac Des Marais (Prémices), ruisseau Des Marais, tributaire de la Petite Rivière Malbaie dans le bassin de drainage de la Rivière Malbaie, secteur "Est" du Parc National des Laurentides;

b) l'autorisation de baisser au cours de cette année le niveau actuel dudit lac Des Marais.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain qui sera affecté par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Charlevoix, à la Baie Saint-Paul.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donohue Brothers Limited,
Le Secrétaire,
40399-31-4-o A. ÉMILE BEAUVAIS.

Miscellaneous Notices

NOTICE OF APPLICATION OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given, in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that Donohue Brothers Limited of Clermont, county of Charlevoix, intends applying for:

a) the approval of a dam constructed in 1954 on Premier lac Des Marais (Prémices), Des Marais brook, tributary of "Petite Rivière Malbaie" in the drainage basin of "Rivière Malbaie" eastern sector of the Laurentides National Park.

b) the authorization to lower, during the course of this year, the present level of the said Lake Des Marais.

Notice is also given that a petition to this effect, accompanied by plans and specifications showing the site chosen for the construction of this work and the land which shall be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of these plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the second registration division of Charlevoix, at Baie Saint-Paul.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Donohue Brothers Limited,
A. ÉMILE BEAUVAIS,
40399-31-4 Secretary.

Province de Québec — District d'Arthabaska

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE WARWICK

Avis est par les présentes donné que la Corportation du Village de Warwick, comté d'Arthabaska, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour être érigée en ville, et que:

1° Le nom de la municipalité projetée sera: "La Ville de Warwick";

2° Les limites de la municipalité seront les suivantes: "Au nord-ouest par la limite entre le premier rang et le deuxième rang du Canton de Warwick, au nord-est par la ligne de division des lots 36 te 39 ainsi que son prolongement ou les lots 37 et 38 du premier rang du Canton de Warwick, au sud-est par la limite entre le premier rang du Canton de Warwick et le premier rang du Canton de Tingwick, et finalement au sud-ouest par les lots 212 et 226 du premier rang du Canton de Warwick;

La municipalité comprendra les lots suivants du cadastre revisé d'une partie du premier rang du Canton de Warwick dans le comté d'Arthabaska.

Les lots 38 à 59 inclusivement ainsi que leurs subdivisions. Les lots 121 à 212 inclusivement ainsi que leurs subdivisions;

3° Le chiffre de la population, tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil est de 2166;

4° La municipalité sera érigée en ville sous l'empire de la loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, chapitre 233".

Warwick, le 18 juillet 1955.

CORPORATION DU VILLAGE
DE WARWICK,
Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID MAILHOT.

40436-32-4-o

Province of Quebec — District of Arthabaska

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF WARWICK

Notice is hereby given that the Corporation of the Village of Warwick, County of Arthabaska, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to be erected into a town and that:

1. The name of the projected municipality shall be: "The Town of Warwick";

2. The limits of the municipality shall be the following: "On the Northwest, by the limits between the first range and the second range of the Township of Warwick, on the Northeast, by the dividing line of lots 36 and 39 as well as its prolongation or lots 37 and 38 of the first range of the Township of Warwick on the southeast, by the limits between the first range of the Township of Warwick and the first range of the Township of Tingwick, and finally on the southwest, by lots 212 and 226 of the first range of the Township of Warwick;

The municipality shall be comprised of the following lots of the revised cadastre of a part of the first range of the Township of Warwick in the county of Arthabaska.

Lots 38 to 59 inclusively as well as their subdivisions. Lots 121 to 212 inclusively as well as their subdivisions;

3. Total population as recorded by the census ordered by the council is 2166;

4. The municipality shall be erected into a town under the Cities and Towns Acts, R.S.Q., 1941, chapter 233".

Warwick, July 18, 1955.

CORPORATION OF THE VILLAGE
OF WARWICK,
WILFRID MAILHOT,
Secretary-Treasurer.

40436-32-4

(P.G. 11318-54)

GRANBY ENTERPRISES LIMITED

Règlement spécial C

Attendu que ladite compagnie a été constituée en corporation le 19e jour de juin 1954, avec un capital autorisé de $40,000.00;

Attendu que ladite compagnie a été administrée jusqu'à ce jour par un bureau de direction composé de trois membres, c'est-à-dire un nombre égal à celui des requérants, au moment de la requête de constitution en corporation;

Attendu qu'il est de l'intérêt de la compagnie que le nombre des directeurs de ladite compagnie soit augmenté de 3 à 7;

Il est proposé, secondé et résolu à l'unanimité ce qui suit:

Qu'une permission soit accordée à l'effet de procéder à l'élection de quatre autres directeurs à une assemblée spéciale des actionnaires qui sera tenue immédiatement suivant l'approbation dudit règlement par le Procureur général, cette assemblée spéciale des actionnaires ayant été dûment convoquée tel que pourvu aux règlements de la compagnie;

Que le Président ou le Secrétaire soit autorisé à compléter toutes les formalités requises, pour l'approbation dudit règlement par le Procureur général, suivant la ratification par au moins les deux-tiers en valeur des actions représentées à une assemblée spéciale convoquée à cette fin."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
JOHN BREBNER.

40504

(A.G. 11318-54)

GRANBY ENTERPRISES LIMITED

Special By-Law C

Considering that said company was incorporated on the 19th day of June, 1954, with an authorized capital of $40,000.00;

Considering that said company was administered, up to this date, by a board of directors composed of three members, that is a number equal to that of the petitioners, at the time of the petition, for incorporation;

Considering that it is in the interest of the company, that the number of directors of said company, be increased, from 3 to 7;

It is moved, seconded and unanimously resolved as follows, that is:

That permission be granted to proceed with the election of four other directors, at a special meeting of the shareholders, to be held immediately after the approval of said by-law, by the Attorney General, such special meeting of the shareholders, having been duly called up, as provided for in the by-laws of the Company;

That the President or the Secretary be authorized to complete all required formalities, for the approval of said by-law, by the Attorney General, after same has been ratified by at least two-thirds, in value, of the shares represented at a special meeting called up, for this purposes."

Certified true copy.

JOHN BREBNER,
Secretary.

40504-o

(P.G. 12930-54)

JETTÉ & FRÈRES LTÉE

Règlement N° 4

augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre:

"Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de direction composé de quatre membres."

Copie conforme.

Le Secrétaire,
40505-o ALBERT OUELLETTE.

(P.G. 4522-44)

THE CHANTECLER HILLS ESTATE INC.

Règlement 3A — Article 1

1. Le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté à "six".

2. Le règlement trois, article 1 est amendé en rayant le mot "cinq" et y substituant le mot "six".

Certifié vraie copie.

Daté à Ste-Adèle, P. Q., ce 25e jour de juillet 1955.

Le Secrétaire,
40506 (signé) G. W. POWELL.

(P.G. 11650-54)

THE CHANTECLER HOTEL LIMITED

Règlement 2-A

1. Le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté à "dix"!

2. Le règlement deux est amendé en rayant les mots "pas moins de trois ni plus de sept" et y substituant le mot "dix".

Certifié vraie copie.

Daté à Ste-Adèle, P.Q., ce 25e jour de juillet 1955.

Le Secrétaire,
40507 (Signé) G. W. POWELL.

(P.G. 9084-53)

BEAULIEU TRANSPORT LIMITÉE

Règlement numéro 4

"Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de direction qui sera composé de quatre directeurs au lieu de trois désignés comme tels dans les lettres patentes accordant la charte de la Compagnie."

Grand'Mère, ce 27 août 1954.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
40522-o RICHARD BEAULIEU.

(P.G. 3480-51)

ST. LAWRENCE CEMENT CO.

Règlement N° 12

"Sur proposition de Monsieur Hans Gygi, secondée par Monsieur Carlo Montandon, il est résolu et adopté que le nombre de directeurs de la compagnie qui a été porté de 4 à 10 par le règlement N° 6, soit augmenté de 10 à 12 et que le quorum soit fixé à quatre directeurs. Cette décision sera le règlement N° 12 de la compagnie."

Certifié copie exacte.

Le Secrétaire-trésorier,
40516-o PAUL CHAPDELAINE.

(A.G. 12930-54)

JETTÉ & FRÈRES LTÉE

By-Law No. 4

increasing the number of the Directors of the Company from three to four:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of Directors composed of four members."

True Copy.

ALBERT OUELLETTE,
40505 Secretary.

(A.G. 4522-44)

THE CHANTECLER HILLS ESTATE INC.

By-Law 3A — Article 1

1. The number of Directors is hereby increased to "Six".

2. By-law Three, Article 1, is amended by deleting the word "five" and substituting the word "six".

Certified a true copy.

Dated at Ste Adèle, P.Q., this 25th day of July, 1955.

(signed) G. W. POWELL,
40506-o Secretary.

(A.G. 11650-54)

THE CHANTECLER HOTEL LIMITED

By-Law 2-A

1. The number of Directors is hereby increased to "Ten".

2. By-law Two is amended by deleting the words "not less than three nor more than seven" and substituting the word "Ten".

Certified a true copy.

Dated at Ste Adèle, P.Q., this 25th day of July, 1955.

(signed) G. W. POWELL,
40507-o Secretary.

(A.G. 9084-53)

BEAULIEU TRANSPORT LIMITÉE

By-law number 4

"The affairs of the Company shall be administrated by a Board of Directors which shall be composed of four Directors instead of three, designated as such in the letters patent granting the charter of the Company."

Grand'Mère, this 27th day of August, 1954.

Certified true copy.

RICHARD BEAULIEU,
40522 Secretary-Treasurer.

(A.G. 3480-51)

ST. LAWRENCE CEMENT CO.

By-Law No. 12

"Upon the proposition of Mr. Hans Gygi, seconded by Mr. Carlo Montandon, it has been resolved and adopted that the number of Directors of the Company which was carried from four to ten by by-law No. 6, be increased from 10 to 12 and that the quorum be fixed to four Directors. This decision shall be by-law No. 12 of the Company."

Certified true copy.

PAUL CHAPDELAINE,
40516 Secretary-Treasurer.

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Price Brothers & Company, Limited", de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire des travaux d'amélioration (principalement l'enlèvement de bancs de sable) dans le lit des rivières Matane et à la Truite et sur une rive de la rivière Matane, dans les cantons Matane, Tessier, Cuoq et Lagrange, comté de Matane.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'amélioration et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Matane, à Matane, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 19 août 1955.

Price Brothers & Company, Limited,
Par le Secrétaire,
40523-o FABRE SURVEYER.

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the Water-Course Act, that "Price Brothers & Company, Limited", of the city of Quebec, in the county of Quebec, intends to execute improvement work (mainly the removal of sand-banks) in the bed of the Matane River and Rivière à la Truite and on one bank of the Matane River, in townships Matane, Tessier, Cuoq and Lagrange, county of Matane.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the improvement and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Matane, at Matane, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, 19th August 1955.

Price Brothers & Company, Limited.
FABRE SURVEYER,
40523-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Marchands Détaillants du District de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois août 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40524-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Marchands Détaillants du District de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August twenty-third, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
40524 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que "Christian Assembly of Cap de la Madeleine", 225 rue St-Pierre, Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières, a demandé au Lieutenant-gouverneur en Conseil sa constitution en corporation, en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises.

Sherbrooke, P. Q., 22 août 1955.

Le Procureur de la requérante,
40527-34-5 W. H. BRADLEY, C.R.

Notice is hereby given that the "Christian Assembly of Cap de la Madeleine", of 225 St. Peter St., Cap de la Madeleine, district of Three-Rivers, has applied to the Lieutenant-Governor in Council for incorporation under the Church Incorporation Act.

Sherbrooke, P. Q., this 22nd August 1955.

W. H. BRADLEY, Q.C.,
40527-34-5-o Attorney for the applicant.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Mouleurs et des Employés d'Adanac Foundry Industries Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois août 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40531-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Mouleurs et des Employés d'Adanac Foundry Industries Limited" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August twenty-third, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
40531 Under Secretary of the Province.

AVIS DE RACHAT PARTIEL

La Commission Scolaire Protestante de Grenville

Avis est, par les présentes, donné que l'obligation numéro M-035, montant principal $1,000, intérêt 3½%, datée du 1er octobre 1949 et échéant le 1er octobre 1969 de la Commission Scolaire Protestante de Grenville émise sous l'autorité d'une résolution de ladite commission scolaire passée le 18 juillet 1949 et sujette à rachat préalable conformément aux termes de l'obligation, est, par les présentes, appellée pour rachat le 1er octobre 1955 à 100% de son montant principal et l'intérêt accru à la date fixée pour ce rachat.

L'obligation ainsi appelée pour rachat deviendra due et payable et sera payée en monnaie légale du Canada au bureau principal de la Banque de la Nouvelle Écolle à Montréal, à Lachute ou à Grenville, au choix du détenteur, sur présentation et remise de ladite obligation accompagnée de tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er octobre 1955 y attachés.

Ladite obligation cessera de porter intérêt à compter du 1er octobre 1955.

Calumet, Qué., 8 août 1955.

La Commission Scolaire Protestante de Grenville.
Le Secrétaire-trésorier,
40530 R. C. WHINFIELD.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

The Protestant School Board of Grenville

Notice is hereby given that Bond number M-035, Principal sum $1,000. Interest 3½%, dated October 1st, 1949 and maturing October 1st, 1969 of the Protestant School Board of Grenville, issued under the authority of a resolution of the said school board passed on July 18th 1949 and subject to prior redemption according to the terms of the Bond, is hereby called for redemption on October 1st, 1955 at 100% of the principal amount thereof and accrued interest to the date fixed for redemption.

The Bond so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of Canada at the main office of the Bank of Nova Scotia in Montreal, in Lachute or in Grenville at the holder's option upon presentation and surrender of the said Bond with all interest coupons maturing after October 1st, 1955 attached.

The said bond will cease to bear interest from October 1st, 1955.

Calumet, Que. August 8th, 1955.

The Protestant School Board of Grenville,
R. C. WHINFIELD,
40530-o Secretary-Treasurer.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented prior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st, 1955, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.

ANTOINE LEMIEUX,
40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

KOKKO CREEK MINING CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kokko Creek Mining Corporation Ltd.", (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général, de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1955.
Le Secrétaire,
40492 J. AUSTIN MURPHY.

Charters — Surrender of

KOKKO CREEK MINING CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Kokko Creek Mining Corporation Ltd". (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act.

Dated at Montreal this 16th day of August, 1955.

J. AUSTIN MURPHY,
40492-o Secretary.

MONTREAL RULING & BOOKBINDING INC.

AVIS

Avis est donné par les présentes que "Montreal Ruling & Bookbinding Inc.", une Corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa Charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Signé à Montréal, ce 17ième jour d'août 1955.

Le Secrétaire,

40526-o ANNETTE GRATTON.

MONTREAL RULING & BOOKBINDING INC.

NOTICE

Notice is hereby given that the "Montreal Ruling & Bookbinding Inc.", a Corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 17th day of August 1955.

ANNETTE GRATTON,

40526-o Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 10619-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Quégec, Statuts refondu de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Arkel Clothing Mfg. Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 août 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,

40488-o P. FRENETTE.

(P.G. 13048-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eastern Hair Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,

40488-o P. FRENETTE.

(P.G. 3881-52)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Joseph Aubry et Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1955, ladite ompagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,

40488-o P. FRENETTE.

Companies Dissolved

(A.G. 10619-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Arkel Clothing Mfg. Co. Ltd.", incorporated by Letters Patent dated August 19, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteen day of August 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August 1955.

P. FRENETTE,

40488 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13048-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eastern Hair Limited", incorporated by Letters Patent dated August 29, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of August 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August 1955.

P. FRENETTE,

40488 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 3881-52)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Joseph Aubry et Compagnie Limitée", incorporated by Letters Patent dated August 27, 1937.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

P. FRENETTE,

40488 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10618-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Spicy Dill Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 août 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze août 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,

40488-o P. FRENETTE.

(A.G. 10618-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Spicy Dill Incorporated", incorporated by Letters Patent dated August 9, 1946.

Notice is also given that from and after August fifteenth, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

P. FRENETTE,

40488 Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 1er août 1955 du conseil municipal du village d'Yamaska-Est, dans le comté d'Yamaska, et conformément aux dispositions du Code municipal, il a décrété, en date du 16 août 1955, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Le 16 août 1955.

Le Ministre des Affaires municipales,

40489-o YVES PRÉVOST, C.R.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated August 1st, 1955, of the Municipal Council of the village of Yamaska-East, in the county of Yamaska, and pursuant to the provisions of the Municipal Code, he has enacted under date of August 16th, 1955, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

August 16th, 1955.

YVES PRÉVOST, Q.C.,

40489 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 635-55.

Québec, le 9 août 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots 1120 à 1124 inclusivement du cadastre officiel du canton de Stanstead, pour les annexer pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus paroisse, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

40467-33-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 735-54.

Québec, le 9 août 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dumontier, dans le comté de Maskinongé, les lots 209 à 240 inclusivement du Grand Rang du cadastre officiel de la paroisse de St-Paulin, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Paulin.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

40468-33-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 635-55.

Quebec, August 9th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of St-Wilfrid-de-Barnston, in the county of Stanstead, lots 1120 to 1124, inclusively of the official cadastre of the township of Stanstead, to annex them for the Catholic ratepayers only to the school municipality of the parish of "Sacré-Cœur-de-Jésus", in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,

40467-33-2 Superintendent of Education.

No. 735-54.

Quebec, August 9th, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Dumontier, in the county of Maskinongé, lots 209 to 240 inclusively of "Grand Rang" of the official cadastre of the parish of St-Paulin, to annex them to the school municipality of St-Paulin.

O. J. DÉSAULNIERS,

40468-33-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Wickham division d'enregistrement de Drummond.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the township of Wickham registration division of Drummond.

Avis est par la présente donné que le lot 108-93 est corrigé, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 juillet 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
40490-o AVILA BÉDARD.

Notice is hereby given that lot 108-93 is corrected in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 18th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
40490-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de refrigérateurs et gicleurs, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

L'alinéa suivant sera ajouté après les mots "assujettis au présent décret" apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II:

"La juridiction sur les soudeurs à l'oxygène ou à l'électricité se limite aux métiers mentionnés à l'alinéa précédent."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 août 1955. 40517-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 657 du 13 mai 1948, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle:

L'item suivant sera ajouté à l'échelle de salaires de l'article III avant l'item "Électricien (compagnon)":

"Entrepreneur-électricien travaillant lui-même ou faisant l'office de contremaître..... $2.25"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 août 1955. 40517-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, welding, tinsmithing-roofing and asbestos insulation trades in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 338 of March 11th, 1948, have petitioned him to amend the said decree, as amended, as follows:

The following paragraph will be added after the words "governed by the present decree", mentioned in subsection "*b*" of section II:

"The present decree applies only to acetylene or arc welding done in respect of the above trades."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 27th, 1955. 40517-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 657 of May 13th, 1948, as amended, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle:

The following item will be inserted in the wage scale of section III, before the works "electrician — journeyman":

"Electrical contractor working himself or acting as foreman..... $2.25"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 27th, 1955. 40517-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Prévost	Gilles	21	Chicoutimi
Simard	Arthur	21	Kénogami.

Chicoutimi, le 22 août 1955 — Chicoutimi, August 22, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,

RICHARD FUFOUR,
Secretary of Saguenay Bar.

40529-o

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Fréchette	Jean-Guy	24	East-Angus	École St-Louis de France — East-Angus, Séminaire de Marie Immaculée—Chambly, Collège Ste-Marie de Montréal, Institut de Philosophie—Ottawa.

Sherbrooke, ce 15 août 1955 — Sherbrooke, August 15th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,

CHARLES LEBLANC,
Secretary of the Bar of St. Francis.

40529-o

Liquidation, avis de:

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que "La Compagnie Bonnier Frères, Assurance Funéraire, Limitée" a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses actionnaires tenue le 15e jour du mois d'août 1955, et que de nouveaux contrats ne pourront être acceptés à compter du premier septembre 1955.

Monsieur Paul A. Courtois, C.A., 10 ouest, rue Saint-Jacques, à Montréal, a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des actionnaires de la compagnie qui sera tenue le 17 octobre 1955.

Donné à Montréal, le 15e jour du mois d'août 1955.

Les Procureurs
de La Compagnie Bonnier Frères,
Assurance Funéraire, Limitée,
LACROIX, VIAU & POUPART.

40481-33-2-o

Winding up Notice;

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is hereby given, under the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act, that "La Compagnie Bonnier Frères, Assurance Funéraire, Limitée", has decided to wind up its affairs, at a special general meeting of its shareholders, held on the 15th day of August 1955; and that new contracts shall not be accepted as from September first 1955.

Mr. Paul A. Courtois, C.A., 10 St. James St. West, Montreal, was proposed as liquidator at this same meeting and will be officially appointed at a subsequent general meeting of the shareholders of the company to be held on the 17th of October 1955.

Given at Montreal, this 15th day of August 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys
for La Compagnie Bonnier Frères,
Assurance Funéraire, Limitée.

40481-33-2-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwelath, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104, un plan et un livre de renvoi revisés d'une partie du canton de Dufferin, comprenant les lots primitifs 1

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING:

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
40279-28-18 Quebec

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concer .

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, in accordance with subparagraph a of paragraph 1 of section 3 of Act 21 George V, chapter 104, a revised plan and book of reference of a part of the Township of Dufferin, including original lots

à 43 du rang V, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi revisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil No 750, en date du 13 juillet 1955, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi revisés mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est désigné ci-cessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions du sous-paragraphe c du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi 21 George V, chapitre 104, deviendront en vigueur relativement à cette partie du canton de Dufferin, comprenant les lots primitifs 1 à 43 du rang V, division d'enregistrement de Lac St-Jean-Ouest; et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots mentionnés au xdits plan et livre de renvoi et non comprises les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour d'août en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province.
40490-o JEAN BRUCHÉSI.

1 to 43, Range V, Registry Devision of Lake St. John-West;

WHEREAS said revised plan and book of reference now forms part of the archives of the Department of Lands and Forests, and that a true copy has been deposited in the office of the Registry Division of Lake St. John-West;

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 750, dated July 13, 1955, and in accordance with the provisions of articles 2174 and 2174A of the Civil Code, and of subparagraph a, paragraph 1 of section 3, Act 21 George V, chapter 104,

We give notice of the deposit of said revised plan and book of reference mentioned hereinabove with the office of the Registry Division to which it belongs which is designated hereinabove, and

We fix the date of publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette* as the day on which the provisions of subparagraph c, paragraph 1 of section 3, Act 21 George V, chapter 104, shall come into force respecting that part of the Township of Dufferin, comprising original lots 1 to 43, Range V, Registry Division of Lake St. John-West; and

We invite all interested parties under pain of losing their rank or priority of hypothec granted by said Act, to renew within a delay of one year from the date fixed herein, all the hypothecs particularly affecting any of the lots mentioned in the said plan and book of reference, and not including the hypothecs a 'ecting the whole property so subdivided:

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Give at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of August, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
40490 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS D'ADRESSE

Avis est donné que la Compagnie "Laval Reporter Inc.," constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 juillet 1955 et ayant son bureau principal à Ste-Rose de Laval, district de Montréal a établi son bureau au numéro 364 blvd Ste-Rose.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27ième jour de juillet 1955.

Le Président,
40494-o GUY CAMPEAU.

Head Offices

NOTICE OF ADDRESS

Notice is hereby given that "Laval Reporter Inc.", company incorporated by letters patent on July 8th, 1955 and having its head office in the municipality of Ste-Rose de Laval, District of Montreal, has established its office at 364 Ste-Rose Blvd.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of July 1955.

GUY CAMPEAU,
40494-o President.

Province de Québec — District de Trois-Rivières

"Champlain Warehousing Co., Ltd.," a été incorporé dans la Province de Québec, par lettres patentes accordées sous l'empire de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 29 juin 1955.

Le siège social de ladite corporation est situé au numéro 400, 2e rue, au Cap de la Madeleine, district de Trois-Rivières.

Les Trois-Rivières, le 25 juillet 1955.

Le Président,
40493-o MAURICE PARENTEAU.

AVIS

Avis est donné que "Hôtel National (Rouyn) Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 13ième jour de juin 1955, et ayant son siège social à Rouyn, a établi son bureau au numéro 46 de l'avenue Principale, dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social

Daté à Rouyn, ce 24 juin 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
40499-o MARCEL SIGOUIN.

(P.G. 16702-52)

In re: Sotal Ltd

Avis est par les présentes donné que "Sotal Ltd", corporation légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 10ième jour de décembre 1952, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, où ses bureaux étaient situés, jusqu'à ce jour, au numéro 298 ouest, rue Craig, a maintenant son siège social au numéro 699 de la rue Saint-Maurice, 3ième étage, cité de Montréal, district de Montréal.

Montréal, ce premier juillet 1955.

(Sceau)

Sotal Ltd,
Par le Secrétaire-trésorier,
40503-o ALEXANDRE U. SOYKA.

(P.G. 3480-51)

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 834, en date du trois août 1955, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de valider le règlement numéro 11 de la compagnie "St. Lawrence Cement Co.", changeant l'endroit de son siège social de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, à la municipalité de Villeneuve, dans les comté et district judiciaire de Québec, et ce, conformément aux dispositions des articles 3 et suivants de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, S.R.Q., 1941, chapitre 280.

Donné au bureau du Procureur général, le vingt-trois août 1955.

Le Procureur général,
par C. E. CANTIN,
40516-o Assistant-procureur général.

Province of Quebec — District of Trois-Rivières

"Champlain Warehousing Co., Ltd.," has been incorporated in the Province of Quebec by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act, on june 29th, 1955.

The head office of the said corporation is situate at number 400 2nd Street, Cap de la Madeleine, District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, July 25th, 1955.

MAURICE PARENTEAU,
40493 President.

NOTICE

Notice is hereby given that "Hôtel National (Rouyn) Ltée" incorporated by letters patent on the 13th day of June 1955, and having its head office in Rouyn, has established its office at 46 Main Avenue, therein.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Rouyn, this 24th day of June, 1955.

MARCEL SIGOUIN,
40499-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 16702-52)

In re: Sotal Ltd

Notice is hereby given that "Sotal Ltd", company incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act on December the 10th, 1952, and having its head office in Montreal, district of Montreal, where its office was situated up to today at 298 Craig Street West, has moved it to 699 Saint-Maurice Street, 3rd Floor, city of Montreal, district of Montreal.

Montreal, July the First, 1955.

(Seal)

Sotal Ltd,
ALEXANDRE U. SOYKA,
40503-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 3480-51)

Notice is hereby given that, by Order in Council number 834 dated August third, 1955, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to validate by-law number 11 of the company "St. Lawrence Cement Co.", changing the place of its head office from the city of Quebec, judicial district of Quebec, to the municipality of Villeneuve, in the county and judicial district of Quebec, and such in conformity with the provisions of sections 3 and following of the Special Powers Act of certain corporations, R.S.Q. 1941, chapter 280.

Given at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1955.

The Attorney General,
by C. E. CANTIN,
40516 Deputy Attorney General.

Soumissions

Correction

Les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la ville d'Alma
(Comté du Lac St-Jean)

Veuillez noter dans l'avis paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 août 1955, à la page

Tenders

Correction

School Commissioners for the Municipality of the Town of Alma
(County of Lake St. John)

Please note that in the notice which appeared in the *Quebec Official Gazette* of August 20th,

2523, que le montant de l'émission d'obligations de cette commission scolaire est de $255,000 et non pas $225,000, tel que mentionné par erreur.
40488-A-o

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE PRINCEVILLE
(Comté d'Arthabaska)

On est prié de noter que le tableau d'amortissement de l'emprunt de $186,000 de cette commission scolaire pour lequel des soumissions seront ouvertes mercredi le 31 août, est le suivant, et non pas celui paru dans la *Gazette officielle de Québec*, du 13 août:

Année	*Capital*
1er août 1956	x$23,500.00
1er août 1957	x 24,500.00
1er août 1958	x 26,000.00
1er août 1959	x 27,000.00
1er août 1960	x 28,000.00
1er août 1961	4,500.00
1er août 1962	5,000.00
1er août 1963	5,000.00
1er août 1964	5,500.00
1er août 1965	5,500.00
1er août 1966	5,500.00
1er août 1967	6,000.00
1er août 1968	6,500.00
1er août 1969	6,500.00
1er août 1970	7,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $124,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $24,800 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.
40496-o

1955, at page 2523, the amount of the bond issue of this School Commission is $255,000 and not $225,000, as mentioned erroneously.
40488-A-o

CORRECTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF PRINCEVILLE
(County of Arthabaska)

Please note that the table of redemption of the $186,000 loan of this School Commission, for which tenders will be opened on Wesnesday, August 31st, is as follows, and not the one which appeared in the *Quebec Official Gazette* of August 13th:

Year	*Capital*
August 1st, 1956	x$23,500.00
August 1st, 1957	x 24,500.00
August 1st, 1958	x 26,000.00
August 1st, 1959	x 27,000.00
August 1st, 1960	x 28,000.00
August 1st, 1961	4,500.00
August 1st, 1962	5,000.00
August 1st, 1963	5,000.00
August 1st, 1964	5,500.00
August 1st, 1965	5,500.00
August 1st, 1966	5,500.00
August 1st, 1967	6,000.00
August 1st, 1968	6,500.00
August 1st, 1969	6,500.00
August 1st, 1970	7,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $124,000, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $24,800 each, from 1956 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.
40496-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LAVAL-DES-RAPIDES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mlle Anne Leach, secrétaire-trésorier, B.P. 472, station B, Montréal, jusqu'à 8 heures p.m., mardi 13 septembre 1955 pour l'achat de $111,000 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Laval-des-Rapides (Laval) datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 3 juin 1955 — Construction d'une école de huit classes.

Aux fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera effectué à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $111,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1956	x$23,000.00
1er octobre 1957	x 24,000.00
1er octobre 1958	2,500.00

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LAVAL-DES-RAPIDES
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Miss Anne Leach, Secretary-Treasurer, P.O. Box 472, Station B, Montreal, until 8 o'clock p.m., Tuesday, September 13th, 1955, for the purchase of an issue of $111,000 of bonds of the Protestant school commissioners for the municipality of Laval-des-Rapides, (Laval), dated October 1st, 1955 and redeemable serially from October 1st, 1956 to October 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 3rd, 1955 — Construction of an eight-classroom school.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from October 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $111,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st, 1956	x$23,000.00
October 1st, 1957	x 24,000.00
October 1st, 1958	2,500.00

1er octobre 1959.....	2,500.00
1er octobre 1960.....	2,500.00
1er octobre 1961.....	2,500.00
1er octobre 1962.....	3,000.00
1er octobre 1963.....	3,000.00
1er octobre 1964.....	3,000.00
1er octobre 1965.....	3,000.00
1er octobre 1966.....	3,500.00
1er octobre 1967.....	3,500.00
1er octobre 1968.....	3,500.00
1er octobre 1969.....	4,000.00
1er octobre 1970.....	4,000.00
1er octobre 1971.....	4,500.00
1er octobre 1972.....	4,500.00
1er octobre 1973.....	4,500.00
1er octobre 1974.....	5,000.00
1er octobre 1975.....	5,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $45,667.50 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de $22,833.75 chacun, en 1956 et 1957, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal ou Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles protestantes, qui sera tenue mardi, 13 septembre 1955, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, Laval des Rapides, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides (Comté de Laval), ce 18e jour d'août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
Mlle ANNE LEACH.

B.P. 472, Station B.
Montreal, P.Q. 40498

October 1st, 1959.....	2,500.00
October 1st, 1960.....	2,500.00
October 1st, 1961.....	2,500.00
October 1st, 1962.....	3,000.00
October 1st, 1963.....	3,000.00
October 1st, 1964.....	3,000.00
October 1st, 1965.....	3,000.00
October 1st, 1966.....	3,500.00
October 1st, 1967.....	3,500.00
October 1st, 1968.....	3,500.00
October 1st, 1969.....	4,000.00
October 1st, 1970.....	4,000.00
October 1st, 1971.....	4,500.00
October 1st, 1972.....	4,500.00
October 1st, 1973.....	4,500.00
October 1st, 1974.....	5,000.00
October 1st, 1975.....	5,000.00

The "x" indicate the years during wich annual payments of a total amount of $45,667.50 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of $22,833.75 each, in 1956 and in 1957, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, princiapl and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or Quebec.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par at any interest, maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School commissioners to be held on Tuesday, September 13th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Laval-des-Rapides, county of Laval.

The Protestant school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), this 18th of August, 1955.

Miss ANNE LEACH,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 472, Station B,
Montreal, P.Q. 40498-o

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, René Laberge, directeur des finances Hôtel de Ville, 1800 rue St-Joseph, Lachine, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 12 septembre 1955, pour l'achat de $1,337,000 d'obligations de la cité de Lachine, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéance,

Province of Quebec

CITY LF LACHINE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Laberge, director of finances, City Hall, 1800 St. Joseph Street, Lachine, until 8 o'clock p.m., Monday September 12th, 1955, for the purchase of an issue of $1,337,000 of bonds of the City of Lachine, dated September 1st, 1955 and redeeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively with interest, at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt Nos 1150 — $780,000 installation conduite aqueduc de 24 pouces; 1167 $80,000 emprunt additionnel conduite aqueduc de 24 pouces; 1181 $25,500 aqueduc, égouts, trottoirs et pavage rue Brewster; 1183 $11,000 trottoir et pavage rue William MacDonald; 1194, $16,000 système de ventilation à l'incinérateur; 1199 $6,300 aqueduc et égouts rue Sherbrooke entre 24e et 25e ave.; 1200 $6,200 extension système d'alarme; 1202 $20,000 système éclaire 50e, Victoria, Sherbrooke et Sir George Simpson; 1207 $80,000 amélioration supplémentaires système éclairage des rues; 1210 $3,900 aqueduc et égouts rue Sherbrooke, de 25e ave. vers l'ouest; 1216 $37,000 aqueduc et égouts 39e, rue Dixie et sous C.N.R.; 1220 $3,300 pavage rue Fort Rolland; 1232 $23,000 acquisition équipements divers; 1238 $17,000 acquisition équipements divers; 1258 $105,800 travaux payables par propriétaires riverains à même taxe spéciale; et 1259 $122,000 travaux payables par propriétaires riverains à même taxe spéciale.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,337,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1956.....	$22,000.00
1er septembre 1957.....	23,000.00
1er septembre 1958.....	24,500.00
1er septembre 1959.....	25,500.00
1er septembre 1960.....	26,000.00
1er septembre 1961.....	27,500.00
1er septembre 1962.....	29,500.00
1er septembre 1963.....	30,500.00
1er septembre 1964.....	32,000.00
1er septembre 1965.....	33,500.00
1er septembre 1966.....	29,000.00
1er septembre 1967.....	30,500.00
1er septembre 1968.....	32,000.00
1er septembre 1969.....	33,500.00
1er septembre 1970.....	34,500.00
1er septembre 1971.....	36,000.00
1er septembre 1972.....	38,000.00
1er septembre 1973.....	39,000.00
1er septembre 1974.....	41,500.00
1er septembre 1975.....	749,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 septembre 1955, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 1800 rue St-Joseph Lachine.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachine, ce 17 août 1955.

Le Directeur des finances,
RENÉ LABERGE.

Hôtel de Ville, 1800 rue St-Joseph,
Lachine, P.Q. 40495-o

Loan By-laws Nos 1150 — $780,000 installation of 24-inch pipeline re water-works; 1167 $80,000 additional loan for said 24-inch pipeline; 1181 $25,000 waterworks, sewers, sidewalks and paving of Brewster Street; 1183 $11,000 for sidewalk and paving of William McDonald Street; 1194 $16,000 system of ventilation for incinerator; 1199 $6,300 waterworks and sewerage re Sherbrooke Street between 24th and 25th Avenues; 1200 $6,200 extending of alarm system; 1202 $20,000 lighting system re 50th, Victoria, Sherbrooke and Sir George Simpson; 1207 $80,000 additional improvements to street lighting system; 1210 $3,900 waterworks and sewerage re Sherbrooke Street, from 25th Ave. westwards; 1216 $37,000 waterworks and sewerage, 39th Dixie Street and beneath C.N.R.; 1220 $3,300 paving of Fort Rolland Street; 1232 $23,000 acquiring of various equipment 1238 $17,000 acquiring of various equipment; 1258 $105,800 work payable by riverside owners re special tax; 1259 $122,000 work payable by riverside owners re special tax.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,337,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1956.....	$22,000.00
September 1st, 1957.....	23,000.00
September 1st, 1958.....	24,500.00
September 1st, 1959.....	25,500.00
September 1st, 1960.....	26,000.00
September 1st, 1961.....	27,500.00
September 1st, 1962.....	29,500.00
September 1st, 1963.....	30,500.00
September 1st, 1964.....	32,000.00
September 1st, 1965.....	33,500.00
September 1st, 1966.....	29,000.00
September 1st, 1967.....	30,500.00
September 1st, 1968.....	32,000.00
September 1st, 1969.....	33,500.00
September 1st, 1970.....	34,500.00
September 1st, 1971.....	36,000.00
September 1st, 1972.....	38,000.00
September 1st, 1973.....	39,000.00
September 1st, 1974.....	41,500.00
September 1st, 1975.....	749,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lachine.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as in Toronto.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be reddemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1%of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 12th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 1800 St. Joseph Street, Lachine.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Lachine, this August 17th, 1955.

RENÉ LABERGE,
Director of Finances.

City Hall, 1800 St. Joseph Street,
Lachine P.Q. 40495

Province de Québec

VILLAGE DE VAL DAVID
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. St-Louis, secrétaire-trésorier, Val David, comté de Terrebonne, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 12 septembre 1955, pour l'achat de $45,000 d'obligations du village de Val David, comté de Terrebonne, datées du 1er juillet 1955 et remboursables par séries du 1er juillet 1956 au 1er juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 79 — Acquisition de camions, construction d'un poste de pompiers, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $45,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er juillet 1956	$2,000.00
1er juillet 1957	2,500.00
1er juillet 1958	2,500.00
1er juillet 1959	2,500.00
1er juillet 1960	2,500.00
1er juillet 1961	2,500.00
1er juillet 1962	3,000.00
1er juillet 1963	3,000.00
1er juillet 1964	3,000.00
1er juillet 1965	3,000.00
1er juillet 1966	3,500.00
1er juillet 1967	3,500.00
1er juillet 1968	3,500.00
1er juillet 1969	4,000.00
1er juillet 1970	4,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 septembre 1955, à 7 heures p.m., dans la salle de l'école du village, Val David, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val David, (Comté de Terrebonne), ce 22 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. ST-LOUIS.

Val David,
(Comté de Terrebonne), P.Q. 40502-o

Province of Quebec

VILLAGE OF VAL DAVID
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned J.-A. St-Louis, Secretary-Treasurer, Val David county, of Terrebonne until 7 o'clock p.m., Monday September 12th, 1955 for the purchase of an issue of $45,000 of bonds of the village of Val David, county of Terrebonne, dated July 1st, 1955 and redeemable serially from July 1st, 1956 to July 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 79 — Purchase of trucks, erection of a fire-station, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from October 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $45,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
July 1st, 1956	$2,000.00
July 1st, 1957	2,500.00
July 1st, 1958	2,500.00
July 1st, 1959	2,500.00
July 1st, 1960	2,500.00
July 1st, 1961	2,500.00
July 1st, 1962	3,000.00
July 1st, 1963	3,000.00
July 1st, 1964	3,000.00
July 1st, 1965	3,000.00
July 1st, 1966	3,500.00
July 1st, 1967	3,500.00
July 1st, 1968	3,500.00
July 1st, 1969	4,000.00
July 1st, 1970	4,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, September 12th, 1955, at 7 o'clock p.m., in the hall of the village school. Val David, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Val David, (County of Terrebonne), this 22nd day of August, 1955.

J.-A. ST-LOUIS,
Secretary-Treasurer.

Val David,
(County of Terrebonne), P.Q. 40502

Province de Québec

SYNDICS D'ÉCOLES POUR LA PAROISSE DE SAINTE-ADÈLE
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Dame Edna M. Clarke, secrétaire-trésorier, B.P. 76, Ste-Adèle-en-Haut, comté de Terrebonne, jusqu'à 10 heures a.m., vendredi, 16 septembre 1955, pour l'achat de $79,500.00 d'obligations des Syndics d'Écoles pour la paroisse de Ste-Adèle comté de Terrebonne, datées du 1er août 1955 et remboursables par séries du 1er août 1956 au 1er août 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 2 juillet 1955 — Construction d'une école de trois classes.

Aux fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera effectué à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $79,500.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er août 1956	x	$11,000.00
1er août 1957	x	11,500.00
1er août 1958		2,000.00
1er août 1959		2,000.00
1er août 1960		2,500.00
1er août 1961		2,500.00
1er août 1962		2,500.00
1er août 1963		2,500.00
1er août 1964		3,000.00
1er août 1965		3,000.00
1er août 1966		3,000.00
1er août 1967		3,000.00
1er août 1968		3,500.00
1er août 1969		3,500.00
1er août 1970		3,500.00
1er août 1971		3,500.00
1er août 1972		4,000.00
1er août 1973		4,000.00
1er août 1974		4,500.00
1er août 1975		4,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $19,766.67 accordé par le Secrétaire de la province et payable en 2 versements dont un de $9,883.33 en 1956 et $9,883.34 en 1957 seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront sous l'autorité, du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Province of Quebec

SCHOOL TRUSTEES FOR THE PARISH OF STE. ADÈLE
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs Edna M. Clarke, Secretary-Treasurer, P..O Box 76, Ste-Adèle-en-Haut, county of Terrebonne, until 10 o'clock a.m., Friday, September 16th, 1955, for the purchase of an issue of $79,500.00 of bonds of the School Trustees for the parish of Ste. Adèle, county of Terrebonne, dated August 1st, 1955 and redeemable serially from August 1st, 1956 to August 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 2nd, 1955 — Construction of a three-classroom school.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from October 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $79,500.00 — 20 years.

Year		*Capital*
August 1st, 1956	x	$11,000.00
August 1st, 1957	x	11,500.00
August, 1st 1958		2,000.00
August 1st, 1959		2,000.00
August 1st, 1960		2,500.00
August 1st, 1961		2,500.00
August 1st, 1962		2,500.00
August 1st, 1963		2,500.00
August 1st, 1964		3,000.00
August 1st, 1965		3,000.00
August 1st, 1966		3,000.00
August 1st, 1967		3,000.00
August 1st, 1968		3,500.00
August 1st, 1969		4,500.00
August 1st, 1970		3,500.00
August 1st, 1971		3,500.00
August 1st, 1972		4,000.00
August 1st, 1973		4,000.00
August 1st, 1974		4,500.00
August 1st, 1975		4,500.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $19,766.67, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments that is one of $9,883.33 in 1956 and $9,883.34 in 1957, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste. Adèle, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Ste. Adèle, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole, or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

prend ou ne comprend pas les intérêts sourus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Syndics d'Écoles qui sera tenue vendredi 16 septembre 1955 à 10 heures a.m., en la salle de l'église protestante, Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Les Syndics d'Écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Adèle-en-Haut (Comté de Terrebonne), ce 23 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
EDNA M. CLARKE.

B.P. 76, Ste-Adèle-en-Haut,
(Conté de Terrebonne), P.Q. 40521

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-HUBERT
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Guy Ste-Marie, secrétaire-trésorier, St-Hubert, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 14 septembre 1955, pour l'achat de $316,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Hubert, comté de Chambly, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée 21 juillet 1954 — $156,000 — construction école dans arr. No. 5;
Résolution d'emprunt datée 28 juin 1955 — $160,000 — construction école dans arr. No. 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $316,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1956	x$45,000.00
1er septembre 1957	x 47,000.00
1er septembre 1958	x 49,500.00
1er septembre 1959	x 51,500.00
1er septembre 1960	x 26,500.00
1er septembre 1961	4,500.00
1er septembre 1962	5,000.00
1er septembre 1963	5,000.00
1er septembre 1964	5,500.00
1er septembre 1965	5,500.00
1er septembre 1966	6,000.00
1er septembre 1967	6,000.00
1er septembre 1968	6,500.00
1er septembre 1969	6,500.00
1er septembre 1970	7,000.00
1er septembre 1971	7,000.00
1er septembre 1972	7,500.00
1er septembre 1973	7,500.00
1er septembre 1974	8,500.00
1er septembre 1975	8,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $225,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements dont quatre de $50,500 et le dernier de $23,000, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Trustees to be held on Friday, September 16th, 1955, at 10 o'clock a.m., in the Protestant Church Hall, Ste. Adèle, county of Terrebonne.

The School Trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Adèle-en-Haut, (County of Terrebonne), this 23rd of August, 1955.

EDNA M. CLARKE,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 76, Ste-Adèle-en-Haut,
(County of Terrebonne), P.Q. 40521-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-HUBERT
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Guy Ste-Marie, Secretary-Treasurer, St-Hubert, county of Chambly, until 8 o'clock p.m., Wednesday, September 14th, 1955, for the purchase of an issue of $316,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of St-Hubert, county of Chambly, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 21st, 1954 — $156,000 — erection of a school in district No. 5;
Loan resolution dated June 28th, 1955 — $160,000 — of a school in district No. 1.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from October 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $316,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1956	x$45,000.00
September 1st, 1957	x 47,000.00
September 1st, 1958	x 49,500.00
September 1st, 1959	x 51,500.00
September 1st, 1960	x 26,500.00
September 1st, 1961	4,500.00
September 1st, 1962	5,000.00
September 1st, 1963	5,000.00
September 1st, 1964	5,500.00
September 1st, 1965	5,500.00
September 1st, 1966	6,000.00
September 1st, 1967	6,000.00
September 1st, 1968	6,500.00
September 1st, 1969	6,500.00
September 1st, 1970	7,000.00
September 1st, 1971	7,000.00
September 1st, 1972	7,500.00
September 1st, 1973	7,500.00
September 1st, 1974	8,500.00
September 1st, 1975	8,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $225,000 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of which four shall be of $50,500 and the last of $23,000, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hubert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à St-Lambert ou à St-Hubert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 14 septembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle de l'Académie Ave Maria, St-Hubert, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert, (Comté de Chambly), ce 18 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY STE-MARIE.

St-Hubert,
(Comté de Chambly), P.Q. 40497-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Hubert county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St-Lambert or at St-Hubert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, September 14th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the hall of the Academy Ave Maria, St-Hubert, county of Chambly.

The School commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hubert, (County of Chambly), this 18th day of August, 1955.

GUY STE-MARIE,
Secretary-Treasurer.

St-Hubert,
(County of Chambly), P.Q. 40497

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ROUYN
(Comté de Rouyn-Noranda)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mozart Rioux, secrétaire-trésorier, École St-Michel, B.P. 298, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 15 septembre 1955 pour l'achat de $225,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 juin 1955 — Construction de deux écoles élémentaires de huit classes dans la cité de Rouyn.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $225,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1956.....	x $46,000.00
1er septembre 1957.....	x 47,500.00
1er septembre 1958.....	x 49,500.00
1er septembre 1959.....	3,500.00
1er septembre 1960.....	3,500.00
1er septembre 1961.....	3,500.00
1er septembre 1962.....	4,000.00
1er septembre 1963.....	4,000.00
1er septembre 1964.....	4,000.00

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ROUYN
(County of Rouyn-Noranda)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mozart Rioux, Secretary-Treasurer, School St-Michel, P.O.B. 298, Rouyn, county of Rouyn-Noranda until 8 o'clock p.m., Thursday, September 15th, 1955 for the purchase of an issue of $225,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of Rouyn, county of Rouyn-Noranda, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 2nd, 1955 — Erection of two elementary schools of eight classrooms in the city of Rouyn.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from October 1st, 1955.

The Table of redemption is as follows:

Table of redemption — $225,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
September 1st, 1956.....	x $46,000.00
September 1st, 1957.....	x 47,500.00
September 1st, 1958.....	x 49,500.00
September 1st, 1959.....	3,500.00
September 1st, 1960.....	3,500.00
September 1st, 1961.....	3,500.00
September 1st, 1962.....	4,000.00
September 1st, 1963.....	4,000.00
September 1st, 1964.....	4,000.00

1er septembre 1965.....	4,500.00
1er septembre 1966.....	4,500.00
1er septembre 1967.....	4,500.00
1er septembre 1968.....	5,000.00
1er septembre 1969.....	5,000.00
1er septembre 1970.....	5,500.00
1er septembre 1971.....	5,500.00
1er septembre 1972.....	6,000.00
1er septembre 1973.....	6,000.00
1er septembre 1974.....	6,500.00
1er septembre 1975.....	6,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $144,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $48,000 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 15 septembre 1955, à 8 heures p.m., en l'école St-Michel, Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rouyn, (comté de Rouyn-Noranda), ce 23 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
MOZART RIOUX.

École St-Michel, B. P. 298, Rouyn,
(Comté de Rouyn-Noranda), P. Q. 40518-o

September 1st, 1965.....	4,500.00
September 1st, 1966.....	4,500.00
September 1st, 1967.....	4,500.00
September 1st, 1968.....	5,000.00
September 1st, 1969.....	5,000.00
September 1st, 1970.....	5,500.00
September 1st, 1971.....	5,500.00
September 1st, 1972.....	6,000.00
September 1st, 1973.....	6,000.00
September 1st, 1974.....	6,500.00
September 1st, 1975.....	6,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $144,000 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $48,000 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rouyn, county of Rouyn-Noranda.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of marurity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, September 15th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the St-Michel School, Rouyn, county of Rouyn-Noranda.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rouyn, (County of Rouyn-Noranda), this 23rd day of August, 1955.

MOZART RIOUX,
Secretary-Treasurer.

St-Michel School, P.O.B. 298, Rouyn,
(County of Rouyn-Noranda), P. Q. 40518

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE STE-ANNE-DE-BEAUPRÉ
(Comté de Montmorency)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph-Clément Caron, secrétaire-trésorier, 325 rue Royale, Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 13 septembre 1955, pour l'achat de $88,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF STE-ANNE-DE-BEAUPRÉ
(County of Montmorency)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph-Clément Caron, Secretary-Treasurer, 325 Royale Street, Ste-Anne-de-Beaupré, County of Montmorency, until 8.30 o'clock p.m., Tuesday, September 13, 1955, for the purchase of an issue of $88,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Ste-Anne-de-Beaupré, County of Montmorency, dated October 1st, 1955 and redeemable serially from October 1st., 1956 to October 1st., 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st. and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 18 juin 1955, telle que modifiée — Construction d'une école élémentaire de six classes dans l'arrondissement N° 3.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $88,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1956	x$16,500.00
1er octobre 1957	x 17,000.00
1er octobre 1958	x 17,500.00
1er octobre 1959	2,500.00
1er octobre 1960	2,500.00
1er octobre 1961	2,500.00
1er octobre 1962	3,000.00
1er octobre 1963	3,000.00
1er octobre 1964	3,000.00
1er octobre 1965	3,000.00
1er octobre 1966	3,000.00
1er octobre 1967	3,500.00
1er octobre 1968	3,500.00
1er octobre 1969	3,500.00
1er octobre 1970	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $47,838, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $15,946 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 13 septembre 1955, à 8.30 heures p.m., à l'Académie St-Joseph, Ste-Anne-de-Beaupré, comté de Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Beaupré, (Comté de Montmorency), ce 23 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH-CLÉMENT CARON.

325 rue Royale, Ste-Anne-de-Beaupré,
(Comté de Montmorency), P.Q. 40519-o

Loan Resolution dated June 18, 1955, as modified, — Erection of an elementary school of six classes in Ward No. 3.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from October 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $88,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
October 1st, 1956	x$16,500.00
October 1st, 1957	x 17,000.00
October 1st, 1958	x 17,500.00
October 1st, 1959	2,500.00
October 1st, 1960	2,500.00
October 1st, 1961	2,500.00
October 1st, 1962	3,000.00
October 1st, 1963	3,000.00
October 1st, 1964	3,000.00
October 1st, 1965	3,000.00
October 1st, 1966	3,000.00
October 1st, 1967	3,500.00
October 1st, 1968	3,500.00
October 1st, 1969	3,500.00
October 1st, 1970	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $47,838 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $15,946 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-Beaupré, County of Montmorency.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Ste-Anne-de-Beaupré, County of Montmorency.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, September 13, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at St. Joseph's Academy, Ste-Anne-de-Beaupré, county of Montmorency.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-Beaupré (County of Montmorency), this August 23, 1955.

JOSEPH-CLÉMENT CARON,
Secretary-Treasurer.

325 Royale Street, Ste-Anne-de-Beaupré,
(County of Montmorency), P.Q. 40519

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ROSALIE
(Comté de Bagot)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges-E. Frégeau, secrétaire-tré-

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ROSALIE
(County of Bagot)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges-E. Frégeau, Secretary-Treasurer, Ste-Rosalie, county of Ba-

sorier, Ste-Rosalie, comté de Bagot, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi le 15 septembre 1955, pour l'achat de $157,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Ste-Rosalie, comté de Bagot, datées du 1er août 1955 et remboursables par séries du 1er août 1956 au 1er août 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 17 juin 1955 — Construction d'une école complémentaire de 9 classes, avec logement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $157,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er août 1956	x$20,500.00
1er août 1957	x 21,500.00
1er août 1958	x 22,500.00
1er août 1959	x 23,000.00
1er août 1960	x 24,000.00
1er août 1961	2,500.00
1er août 1962	2,500.00
1er août 1963	2,500.00
1er août 1964	2,500.00
1er août 1965	2,500.00
1er août 1966	3,000.00
1er août 1967	3,000.00
1er août 1968	3,000.00
1er août 1969	3,000.00
1er août 1970	3,000.00
1er août 1971	3,500.00
1er août 1972	3,500.00
1er août 1973	3,500.00
1er août 1974	3,500.00
1er août 1975	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $113,789.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $22,757.90 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rosalie, comté de Bagot.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, St-Hyacinthe ou Ste-Rosalie, comté de Bagot.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles, qui sera tenue jeudi, le 15 septembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle municipale du village de Ste-Rosalie, Ste-Rosalie, comté de Bagot.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

got, until 8 o'clock p.m., Thursday, September 15th, 1955, for the purchase of an issue of $157,000 of bonds of the School commissioners for the municipality of the village of Ste-Rosalie, county of Bagot, dated August 1st, 1955 and redeemable serially from August 1st, 1956 to August 1st, 1975 inclusively with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may varry according to maturities.

Loan resolution dated June 17th, 1955 — Construction of a complementary school of 9 classrooms, with residence.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from October 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $157,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
August 1st, 1956	x$20,500.00
August 1st, 1957	x 21,500.00
August 1st, 1958	x 22,500.00
August 1st, 1959	x 23,000.00
August 1st, 1960	x 24,000.00
August 1st, 1961	2,500.00
August 1st, 1962	2,500.00
August 1st, 1963	2,500.00
August 1st, 1964	2,500.00
August 1st, 1965	2,500.00
August 1st, 1966	3,000.00
August 1st, 1967	3,000.00
August 1st, 1968	3,000.00
August 1st, 1969	3,000.00
August 1st, 1970	3,000.00
August 1st, 1971	3,500.00
August 1st, 1972	3,500.00
August 1st, 1973	3,500.00
August 1st, 1974	3,500.00
August 1st, 1975	4,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $113,789.50, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $22,757.90 each, from 1956 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Rosalie, county of Bagot.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St-Hyacinthe or Ste-Rosalie, county of Bagot.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners to be held on Thursday, September 15th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall of the village of Ste-Rosalie, Ste-Rosalie, county of Bagot.

The School commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rosalie, (Comté de Bagot), ce 19 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES-E. FRÉGEAU,

Ste-Rosalie,
(Comté de Bagot), P.Q. 40501-o

Ste-Rosalie, (County of Bagot), this 19th of August, 1955.

GEORGES-E. FRÉGEAU,
Secretary-Treasurer.

Ste-Rosalie,
(County of Bagot), P.Q. 40501-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE WEEDON
(Comté de Wolfe)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Edgar Tardif, secrétaire-trésorier, Weedon-Centre, comté de Wolfe, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 14 septembre 1955, pour l'achat de $132,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Weedon, comté de Wolfe, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec interêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 juillet 1955, telle que modifiée — Construction d'une école élémentaire de neuf classes avec logement dans l'arrondissement du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivaét:

Tableau d'amortissement — $132,500.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1956	x$26,500.00
1er octobre 1957	x 28,000.00
1er octobre 1958	x 29,500.00
1er octobre 1959	2,000.00
1er octobre 1960	2,000.00
1er octobre 1961	2,000.00
1er octobre 1962	2,000.00
1er octobre 1963	2,500.00
1er octobre 1964	2,500.00
1er octobre 1965	2,500.00
1er octobre 1966	2,500.00
1er octobre 1967	3,000.00
1er octobre 1968	3,000.00
1er octobre 1969	3,000.00
1er octobre 1970	3,000.00
1er octobre 1971	3,500.00
1er octobre 1972	3,500.00
1er octobre 1973	3,500.00
1er octobre 1974	4,000.00
1er octobre 1975	4,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $85,856.25, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de $28,618.75 chacun, de 1956 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Weedon, comté de Wolfe.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Weedon, comté de Wolfe.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF WEEDON
(County of Wolfe)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Edgar Tardif, Secretary-Treasurer, Weedon-Centre, County of Wolfe, until 8 o'clock p.m., Wednesday, September 14, 1955 for the purchace of an issue of $132,500 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Weedon, County of Wolfe, dated October 1st., 1955 and redeemable serially from October 1st., 1956 to October 1st., 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on October 1st, and April 1st., of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 2, 1955, as modified. Erection of an elemantary school of nine classes with residence in the village ward.

For adjudication purposes only: interest shall be calculated as from October 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $132,500.00 — 20 years

Year	*Capital*
October 1st., 1956	x$26,500.00
October 1st., 1957	x 28,000.00
October 1st., 1958	x 29,500.00
October 1st., 1959	2,000.00
October 1st., 1960	2,000.00
October 1st., 1961	2,000.00
October 1st., 1962	2,000.00
October 1st., 1963	2,500.00
October 1st., 1964	2,500.00
October 1st., 1965	2,500.00
October 1st., 1966	2,500.00
October 1st., 1967	3,000.00
October 1st., 1968	3,000.00
October 1st., 1969	3,000.00
October 1st., 1970	3,000.00
October 1st., 1971	3,500.00
October 1st., 1972	3,500.00
October 1st., 1973	3,500.00
October 1st., 1974	4,000.00
October 1st., 1975	4,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $85,856.25 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of $28,618.75 each, from 1956 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Weedon, County of Wolfe.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Weedon, County of Wolfe.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statues of Quebec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les inérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 14 septembre 1955, à 8 heures p.m., dans la salle du conseil de Weedon-Centre, Weedon-Centre, comté de Wolfe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Weedon-Centre (Comté de Wolfe), ce 23 août 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
EDGAR TARDIF.

Weedon-Centre,
(Comté de Wolfe), P. Q. 40520-o

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, September 14, of 1955, at 8 o'clock P.M., in the Council-room of Weedon-Centre, Weedon-Centre, County of Wolfe.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Weedon-Centre, (County of Wolfe), this August 23, 1955.

EDGAR TARDIF,
Secretary-Treasurer.

Weedon-Centre,
(County of Wolfe), P.Q. 40520

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, (En matière de faillite). Dans l'affaire de l'actif de: André Boutin, mécanicien de Massawipi, débiteur;

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MARDI, le SIX SEPTEMBRE 1955, à DEUX ET TRENTE heures p.m. sera vendu par encan public à la porte de l'Église de la paroisse St-Norbert de Val Morin l'immeuble suivant:

Description du terrain: *a*) Un morceau de terrain situé à Val Morin, dans le comté de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Adèle, comme faisant partie du lot de terre numéro treize A (P. 13-A) du Dixième Rang du canton Morin, mesurant ledit morceau, cent pieds de largeur en front sur le chemin public ou ancienne Route Montréal-Laurier, à commencer de mesurer à quatre cent quatre-vingt-cinq pieds au nord de la ligne du lot douze B des mêmes rang et canton par deux cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et bornée comme suit: En front, vers l'est, par le chemin public; en arrière, vers l'ouest, par le résidu dudit lot N° 13-A appartenant partie à M. Angélo Théorêt et partie à Cléophas Bélair ou représentants; du côté nord et du côté sud, par d'autres parties dudit lot No. 13-A appartenant à Angélo Théorêt;

b) Un morceau de terrain situé au même endroit, connu et désigné comme étant une partie dudit lot N° treize A (P. 13-A) du dixième Rang dans le canton Morin, mesurant cinquante pieds de largeur en front sur le chemin public; quarante-cinq de largeur en arrière, sur une profondeur de deux cent quatre-vingt pieds mesure anglaise plus ou moins, et borné comme suit: en front, vers le nord-est, par le chemin public; en arrière, vers le sud-ouest, partie par le terrain de M. J.-A. Théorêt et partie par le terrain de M. Cléophas Bélair qui l'a acquis des représentants de Wilfrid Huot; vers le nord-ouest, par la propriété de M. Angélo Théorêt et vers le sud-est, par un chemin privé séparant le terrain susdécrit et celui de M. Henri Bélair ou représentants:

Sale — Bakrupcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the assets of: André Boutin, mechanic of Massawipi, debtor;

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: TUESDAY, SEPTEMBER SIXTH, 1955, at TWO THIRTY o'clock p.m., shall be sold by public auction at the Church door of the parish of St. Norbert de Val Morin, the following immoveable:

Description of land: *a*) A piece of land situated at Val Morin, in the county of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Adèle, as forming part of lot of land number thirteen A (P. 13-A) Range ten, towsnhip of Morin, the said piece of land measuring one hundred feet in width in front along the public highway or former Route Montreal-Laurier, mearusing as from four hundred and eighty-five feet north of the line of lot twelve B of said Range and township by two hundred and eighty-eight feet in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: In front, easterly, by the public highway; in the rear, westerly, by the residue of said lot No. 13-A belonging in part to Mr. Angélo Théorêt and partly to Cléophas Bélair or representatives; on the north and south sides, by other portions of said lot No. 13-A, belonging to Angélo Théorêt;

b) A piece of land situated in the same locality, known and designated as being a portion of said lot No. thirteen A (P. 13-A) Range ten in the township of Morin, measuring fifty feet wide in front on the public highway; forty-five feet in width in the rear, by a depth of two hundred and eighty feet, English measure, more or less, and bounded as follows: in front, northeasterly, by the public highway; in the rear, southwesterly, partly by the land of Mr. J.-A. Théorêt and partly by the land of Mr. Cléophas Bélair who acquired said land from the representatives of Wilfrid Huot; northwesterly, by the property of Mr. Angélo Théorêt and southeasterly, by a private road dividing the land hereinabove described from that of Mr. Henri Bélair or representatives;

c) Un morceau de terrain situé au même endroit, connu et désigné comme étant aussi une partie du lot numéro treize A (P. 13-A) du dixième Rang du canton Morin, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur une profondeur de deux cent soixante-quinze pieds mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: En front vers le nord-est par le chemin public; en arrière, vers le sud-ouest, par une partie dudit lot N° 13-A appartenant à C. Bélair ou représentants; du côté nord-ouest par d'autres parties dudit lot numéro 13-A appartenant à M. J.-A. Théorêt et du côté sud-ouest, par la propriété de M. Angélo Théorêt.

A distraire cependant de ce morceau de terrain une lisière de dix pieds de largeur par toute la profondeur soit deux cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et situé à l'extrémité nord-ouest dudit morceau de terrain et bornée: en front, vers le nord-est, par le chemin public en arrière, au sud-ouest, par une autre partie dudit lot N° 13-A appartenant à C. Bélair ou représentant; d'un côté au nord-ouest par d'autres parties du même lot 13-A appartenant, à M. J.-A. Théorêt, et du côté sud-est, par le résidu dudit morceau de terrain ci-dessus décrit, laquelle lisière de terre M. J.-A. Théorêt s'est réservée en toute propriété pour lui, ses successeurs et ayants-cause;

d) Un morceau de terrain situé au même endroit, contigu à la ligne sud-ouest du terrain de M. C. Bélair ou représentant et à quarante-sept pieds du coin sud dudit terrain faisant partie du lot connu et désigné comme étant partie du lot N° treize A (P. 13-A) des plan et livres de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Adèle, dans le Dixième Rang du canton Morin, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent quatre-vingt-dix-sept pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front, au nord-est, par le propriété de M. Aug. Théorêt, au sud-ouest, au sud-est et nord-ouest, par le résidu dudit lot appartenant audit Cléophas Bélair ou représentants:

L'immeuble ci-haut décrit sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'églises qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au syndic 89 ouest, rue King, Sherbrooke, P. Q.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif et conformément à un Jugement rendu par Sa Seigneurie le Juge Wm. Mitchell.

Conditions de paiement: argent comptant.

Sherbrooke, ce 19 août 1955.

Le Syndic,
MARCEL R. SAVARD, C.A.

89 ouest, rue King,
Sherbrooke, P.Q. 40508-34-2-o

c) A piece of land situated in the same locality, known and designated as being also a portion of lot number thirteen A (P. 13-A) Range ten of township of Morin, measuring forty-five feet in width by a depth of two hundred and seventy-five feet, English measure, more or less, and bounded as follows: In front northeasterly, by the public highway; in the rear, southwesterly, by a portion of said lot No. 13-A belonging to C. Bélair or representatives; northwesterly by other parts of said lot number 13-A belonging to Mr. J.-A. Théorêt and southwesterly, by the property of Mr. Angélo Théorêt.

Save and except however, a strip of said land, ten feet wide by the entire depth, that is two hundred and seventy-five feet, English measure, more or less, and situated at the northwest extremity of said piece of land and bounded: in front, northeasterly, by the public highway, in the rear, southwesterly, by another part of said lot No. 13-A belonging to C. Bélair or representative; on one side northwesterly by other parts of same lot 13-A, belonging to Mr. J.-A. Théorêt, and on the southeasterly side, by the residue of said piece of land described hereinabove, which strip of land Mr. J.-A. Théorêt has reserved the full ownership for himself, his successors and legal assignees;

d) A piece of land situated in the same locality, bordering the southwesterly line of the land of Mr. C. Bélair or representative, and at forty-seven feet from the south corner of said land forming part of lot known and designated as being part of lot No. thirteen A (P. 13-A) of the official plan and book of reference of the parish of St. Adèle, in Range Ten, township of Morin, measuring twenty-five feet in width by one hundred and ninety-seven feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front, northeasterly, by the property of Mr. Aug. Théorêt, southwesterly, southeasterly and northwesterly, by the residue of said lot belonging to the said Cléophas Bélair or representatives:

The immoveable hereinabove described shall be offered for sale to the last and highest bidder, subject to the rent charges and Church allocations which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the Trustee, 89 King Street, West, Sherbrooke, P.Q.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also article 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by Sheriff, and pursuant to a Judgment rendered by His Lordship Judge Wm. Mitchell.

Conditions of payment: cash.

Sherbrooke, this August 19th, 1955.

MARCEL R. SAVARD, C.A.,
Trustee.

89 King Street, West,
Sherbrooke, P.Q. 40508-34-2

Ventes par licitations

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 345,264, Hector Lafortune, demandeur, vs Léo Lafortune *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge

Sales by Licitations

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 345,264, Hector Lafortune, plaintiff, vs Léo Lafortune *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Ho-

André Montpetit, le 29 juillet 1955, dans une cause dans laquelle Hector Lafortune, barbier, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'héritier légitime d'Edmond Lafortune, est demandeur, et Léo Lafortune, barbier, du village de Donnacona, district judiciaire de Québec; Jean-Baptiste Lafortune, journalier, des cité et district de Montréal; Aldéa Lafortune, épouse commune en biens d'Adrien Crevier, des cité et district de Montréal, et ledit Adrien Crevier, journalier, du même lieu, agissant tant personnellement que comme chef de la communauté pour autoriser son épouse aux fins des présentes; Rolland Lafortune, machiniste, des cité et district de Montréal; Lucille Lafortune, épouse séparée de biens de Jean-Marie Lefebvre, des cité et district de Montréal, et ledit Jean-Marie Lefebvre, plombier, des mêmes lieux, en autant que besoin est, pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes; Dame Victoire Barrette, veuve non remariée d'Adjuteur Lafortune, en son vivant domicilié et résidant à Contrecœur, district de Richelieu, en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec ledit Adjuteur Lafortune, soit, Hélène, Réal, René et Michel Lafortune, actuellement du village de Saint-Roch, sur le Richelieu, district de Richelieu; Clarina Cayer, veuve de feu Lucien Lafortune et épouse en seconde noces d'Albert Vallerand, mécanicien, de Donnacona, district de Québec, en sa qualité de tutrice conjointement avec ledit Albert Vallerand à Clairette Lafortune, fille légitime, issue de son mariage avec Lucien Lafortune, et ledit Albert Vallerand, mécanicien, domicilié actuellement à Québec, district de Québec, conjointement avec son épouse et pour autoriser cette dernière aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

1) Un terrain situé en la paroisse de Saint-Sulpice, contenant soixante-douze pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin du Roi de Saint-Sulpice, qui borne ledit terrain au nord, à aller au Fleuve Saint-Laurent qui le borne au sud, borné d'un côté par Pierre Hétu, de l'autre côté par Clément Girard; le terrain, avec bâtisse, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente et un (31-ptie) dans le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de ladite paroisse de Saint-Sulpice;

2) Un certain lot de terre connu comme étant la partie sud-ouest du lot numéro trois cent treize de la subdivision du lot originaire deux (2-ptie S.O. 313) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, à Montréal, mesurant vingt-deux pieds de largeur en front par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné: en front par la rue Hochelaga, en arrière par la ruelle, au sud-ouest par le lot N° 1-314 et au nord-est par le résidu dudit lot N° 2 résidu 313, avec les bâtisses dessus érigées;

3) Un emplacement situé sur la rue Saint-Jacques, à Montréal, et composé:

a) du lot N° trois de la subdivision officielle du lot N° seize cent vingt-deux (1622-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de forme irrégulière, mesurant vingt-cinq pieds de largeur dans la ligne nord-ouest, ayant une superficie de deux mille soixante et neuf pieds;

b) de partie du lot N° quatre de la subdivision officielle du lot N° seize cent vingt-deux (1622 ptie 4) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et bornée comme suit: en front par le résidu dudit lot N° 1622-4 des mêmes plan et livre de renvoi officiels; en arrière par le lot N° 1623, d'un côté par le lot N° 1622-

nourable Justice André Montpetit, on the 29th of July 1955, in a case in which Hector Lafortune, barber, of the city and district of Montreal, in his capacity as heir-at-law of Edmond Lafortune, is plaintiff, and Léo Lafortune, barber, of the village of Donnacona, of the judicial district of Quebec; Jean-Baptiste Lafortune, labourer, of the city and district of Montreal; Aldéa Lafortune, wife common as to property of Adrien Crevier, of the city and district of Montreal, and the said Adrien Crevier, labourer, of the same place, both personally and as head of the community to authorize his wife for the purposes of these presents; Rolland Lafortune, machinist, of the city and district of Montreal; Lucille Lafortune, wife separated as to property of Jean-Marie Lefebvre, plumber, of the same place, as need be, to assist and authorize his wife for the purposes of these presents; Dame Victoire Barrette, unmarried widow of Adjuteur Lafortune, in his lifetime domiciled and residing at Contrecœur, district of Richelieu, in her capacity as tutrix to the minor children born of her marriage with the said Adjuteur Lafortune, namely, Hélène, Réal, René and Michel Lafortune, at the present time of the village of St-Roch, on the Richelieu, district of Richelieu; Clarina Cayer, widow of the late Lucien Lafortune and wife by a second marriage of Albert Vallerand, mechanic, of Donnacona, district of Quebec, in her capacity as tutrix jointly with the said Albert Vallerand to Clairette Lafortune, legitimate daughter, born of her marriage with Lucien Lafortune, and the said Albert Vallerand, mechanic, at the present time domiciled at Quebec, district of Quebec, jointly with his wife and to authorize the latter for the purposes of these presents, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

1) A land situated in the parish of St. Sulpice, containing seventy-two feet in front on a depth which may extend from the King's Highway of of St-Sulpice which bounds the said land on the north, to the St. Lawrence River which bounds it on the south, bounded on one side by Pierre Hétu and on the other side by Clément Girard; the said land, with a building, known and designated as forming part of lot number thirty-one (31-pt) on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of St-Sulpice;

2) A certain lot of land known as being the south-west part of lot number three hundred and thirteen of the subdivision of the original lot 2 (2-pt S.W. 313) on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, in Montreal, measuring twenty-two feet in width in front by one hundred feet in depth, english measure and more or less, and bounded: in front by Hochelaga Street, in the rear by the lane, on the south-west by lot No. 1-314 and on the north-east by the residue of the said lot No. 2 residue 313, with the buildings thereon erected;

3) An emplacement situated on St. James Street, in Montreal, and composed of:

a) Lot No. three of the official subdivision of lot No. one thousand six hundred and twenty-two (1622 pt 3) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, of an irregular shape, measuring twenty-five feet in width in its north-west line, and having an area of two thousand and sixty-nine feet;

b) Part of lot No. four of the official subdivision of lot No. one thousand six hundred and twenty-two (1622 pt 4) on the said official plan and book of reference of the parish of Montreal, and bounded as follows: in front by the residue of said lot No. 1622-4 on the same official plan and book of reference, in the rear by lot No. 1623,

3 et de l'autre côté par le résidu ou partie non subdivisée du lot N° 1622, mesurant cette dite partie, quinze pieds de largeur par vingt-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage, à pied et en voiture, en faveur du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro seize cent vingt-deux (1622-3) desdits plan et livre de renvoi officiels sur cette partie du lot N° quatre de la subdivision officielle numéro seize cent vingt-deux (1622-ptie 4) pour communiquer à la rue Lacasse et ce, à perpétuité en commun, avec les propriétaires des lots Nos 1622-1 et 2 desdits plan et livre de renvoi officiels, à la charge ordinaire d'entretien, à frais communs et sous défense d'obstruction quelconque tant pour l'acquéreur que pour les propriétaires voisins ou leurs ayants droit, sauf que lesdits propriétaires voisins des lots N° 1622-1 et 2 pourront bâtir au-dessus dudit passage à une hauteur non moindre que douze pieds du sol, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 4413-4417 ouest, rue St-Jacques;

4) Un emplacement ou immeuble connu sous le numéro deux de la résubdivision du lot N° quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot originaire numéro mille trois cent un (1301-95-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, mesurant seize pieds et quatre pouces de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à distraire de ce lot à sa profondeur, une lisière de sept pieds pour servir de passage commun avec les ayants droit, avec toutes bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 2470-72-74 de la rue Fullum, à Montréal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUX SEPTEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charger, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt global de $3,700 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur, ledit dépôt étant divisé comme suit: un dépôt de $800 pour le terrain de campement de la paroisse de Saint-Sulpice, un dépôt de $500 pour le terrain vague de la rue Hochelaga, un dépôt de $1,200 pour chacun des emplacements de la rue Saint-Jacques et de la rue Fullum, en la cité de Montréal.

Montréal, le 10 août 1955.

Le Procureur des demandeurs,
YVAN MERCURE.

40469-33-2-o

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 364 163.

Avis est donnée par les présentes qu'en vertu d'un Jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal le cinquième jour d'août 1955 rendu par l'honorable Juge Paul E. Côté dans une cau-

on one side by lot No. 1622-3 and on the other side by the residue or undivided part of lot No. 1622, the said part measuring fifteen feet in width by twenty-five feet in depth, english measure and more or less, with the right of way, on foot and with vehicle, in favour of lot number three of the official subdivision of lot number one thousand six hundred and twenty-two (1622-3) on the said official plan and book of reference on this part of lot No. four of the official subdivision number one thousand six hundred and twenty-two (1622-pt 4) to cummunicate with Lacasse Street and this, for ever in common, with the owners of lots Nos. 1622-1 and 2 on the laid official plan and book of reference, with the ordinary obligation of maintenance, costs in common and under the interdiction of any obstruction for the purchaser as well as for the neighbouring landowners or their ayants droit, except that the said neighbouring landowners of lots Nos. 1622-1 and 2 will be allowed to build above the said roadway at a height not less than twelve feet from the ground, with buildings thereon erected and bearing civic numbers 4413-4417 St. James Street West;

4) An emplacement or immoveable known as being number two of the resubdivision of lot No. ninety-five of the subdivision of the original lot number one thousand three hundred and one (1301-95-2) on the official plan and book of reference of the St. Mary Ward, measuring sixteen feet and four inches in width by eighty-two feet in depth, english measure and more or less, to distract from the said lot in its depth a strip of land of seven feet to serve as a common roadway with the ayants droit, with all buildings thereon erected, bearing civic numbers 2470-72-74 of Fullum Street, in Montreal;

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SECOND of SEPTEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31 in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary or the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A total deposit of $3,700 shall be exacted before the sale from each and every bidder, the said deposit being divided as follows: a deposit of $800 for the camping ground, in the parish of St. Sulpice, a deposit of $500 for the vacant lot on Hochelaga Street, a deposit of $1,200 for each of the two emplacements on St. James Street and Fullum Street, in the city of Montreal.

Montreal, 10th August 1955.

YVAN MERCURE,
Attorney for plaintiff.

40469-33-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 364 163.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the District of Montreal, on the fifth day of August 1955, rendered by the Honou-

se dans laquelle Israël (Poschivie) Shragie, actionnaire sur immeubles, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Abram (Poschivie) Shragie, administrateur, Eli (Poschivie) Shragie, administrateur, Max (Poschivie) Shragie, tailleur, Sarah (Poschivie) Shargie, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, et Riva (Poschivie) Shragie Blander, épouse commune en biens de Saul Blander, vendeur, et ledit Saul Blander comme chef de la communauté existant entre lui et sadite épouse et aussi à fin d'autoriser sadite épouse pour les présentes tel qu'il pourra être nécessaire selon la loi, tous deux des cité et district de Montréal, et Dame Lily (Poschivie) Shragie Braverman, épouse séparée de biens de Norman Braverman, actionnaire sur immeubles, tous deux de Brooklyn, dans l'État de New York, un des États Unis d'Amérique, et ledit Norman Braverman, à fin d'autoriser sadite épouse pour les présentes tel qu'il pourra être nécessaire selon la loi, et Dame Esther (Poschivie) Shragie Goldberg, épouse séparée de biens de Harry Goldberg, actionnaire sur immeubles, tous de la ville de Toronto, Province d'Ontario, et ledit Harry Goldberg à fin d'autoriser sadite épouse pour les présentes tel qu'il pourra être nécessaire selon la loi, et Dame Jennie Rosenberg Cohen, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Cohen, barbier retiré, tous deux des cité et district de Montréal, et ledit Joseph Cohen à fin d'autoriser sadite épouse pour les présentes tel qu'il pourra être nécessaire selon la loi, et Sam (Poschivie) Shragie, tailleur, du Borough de Bronx, dans l'État de New York, un des États Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignées comme suit, savoir:

Premier emplacement: Un emplacement connu et désigné comme étant lot originaire quatre-vingt-six (86) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis avec les bâtisses ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 5405, 5407, 5409, 5411 et 5413 (anciens numéros 2195-2197-2199-2201) Boulevard St-Laurent, dans la cité de Montréal.

Deuxième emplacement: un emplacement composé:

a) de la resubdivision B de la subdivision quatre-vingt-quinze du lot neuf cent deux (902-95-B) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis dans la cité de Montréal: et

b) de la resubdivision A de la subdivision quatre-vingt-seize dudit lot neuf cent deux (902-96-A) dudit plan et livre de renvoi officiels du Quartier St-Louis dans la cité de Montréal; avec les bâtisses ci-dessus érigées et portant les numéros civiques 3643, 3645 et 3647 rue Drolet dans la cité de Montréal.

Lesdits emplacements ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugé au plus et dernier enchérisseur pour chaque emplacement MERCREDI le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1955 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par ladite Cour dans la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le protonotaire pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la

rable Mr. Justice Paul Émile Côté, in a cause wherein Israël (Poschivie) Shragie, Real Estate Investor, of the City and District of Montreal is plaintiff, and Abram (Poschivie) Shragie, Administrator, Eli (Poschivie) Shragie, Administrator, Max (Poschivie) Shragie, Tailor, Sarah (Poschivie) Shragie, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, and Riva (Poschivie) Shragie Blander, wife common as to property of Saul Blander, Salesman, and the said Saul Blander as head of the community existing between himself and his said wife and also for the purpose of authorizing his wife for these purposes insofar as the same may be necessary, both of the City and District of Montreal, and Dame Lily (Poschivie) Shragie Braverman, wife separate as to property of Norman Braverman, Real Estate Investor, both of Brooklyn, in the State of New York, one of the United States of America, and the said Norman Braverman for the purposes of authorizing his said wife for these purposes insofar as the same may be necessary, and Dame Esther (Poschivie) Shragie Goldberg, wife separate as to property of Harry Goldberg, Real Estate Investor, both of Toronto, in the Province of Ontario, and the said Harry Goldberg, hereto for the purposes of authorizing his wife insofar as the same may be necessary, and Dame Jennie Rosenberg Cohen, housewife, wife separate as to property of Joseph Cohen, Retired Barber, both of the City and District of Montreal, and the said Joseph Cohen for the purposes of authorizing his said wife for these purposes insofar as the same may be necessary, and Sam (Poschivie) Shragie, Tailor, of the Borough of Bronx, in the State of New York, one of the United States of America, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable properties described as follows:

First. That emplacement known and designated as being original lot eighty-six (86) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Cote St. Louis, with the building thereon erected bearing Civic Nos. 5405, 5407, 5409, 5411, and 5413, (old numbers 2195-2197-2199-2201) St. Lawrence Blvd. in the City of Montreal.

And second. That emplacement composed:

a) Of resubdivision B of subdivision ninety-five of lot nine hundred and two (902-95-B) on the official plan and book of reference of the St. Louis Ward in the city of Montreal; and

b) Resubdivision A of subdivision ninety-six of said lot nine hundred and two (902-96-A) on the said official plan and book of reference of the St. Louis Ward in the city of Montreal; with the building thereon erected bearing civic Nos. 3643, 3645, and 3647 Drolet Street in the city of Montreal.

The properties above described as they presently subsist will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of OCTOBER 1955, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31 in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the Prothonotary for the said Sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days bofore the day fixed as afore-

vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication: et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille huit cents dollars devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère pour chaque emplacement.

Montréal, le 15 août 1955.

Le Procureur du demandeur,
PHILIP S. GARONCE.

Philip S. Garonce, avocat,
1449 rue St-Alexandre,
Montréal, Québec
BeLair 1083. 40509-34-2-o

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 58,549. William Kelly, demandeur, vs Sarah Brownrigg *et al* défendeurs.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 25 mai 1953, dans une cause dans laquelle William Kelly, ingénieur-technicien, de la cité de Québec, est demandeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: un terrain de forme irrégulière appartenant aux héritiers et successeurs de feu Dame Mary Theresa Brownrigg, épouse de feu Joseph Smith, ledit terrain faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) au Cadastre officiel et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Catherine de Fossambault, dans le comté de Portneuf, borné comme suit: au sud, par le lot numéro six cent quatre-vingt-deux (682), appartenant à Joseph Winfield ou représentants: au nord, partie par cette portion du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) qui appartient à Livingston Crosby ou représentants et partie par cette autre portion du même lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) appartenant à Micheal Gurry ou représentants: à l'ouest, par d'autres portions du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) appartenant à madame Edward Slade et E. T. Nesbit ou représentants et de l'autre côté à l'est par une autre partie du lot numéro six cent quatre-vingt-trois (683) appartenant à Michael Gurry ou ses représentants. L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-HUIT SEPTEMBRE 1955, Cour tenante dans la salle d'audience du Palais de Justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposé au greffe du pronotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication: et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 23 août 1955.

Vraie copie.

Les Procureurs du demandeur,
ST. LAURENT, TASCHEREAU,
LÉTOURNEAU, JOHNSTON,
CANTIN & LEAHY.

40528-34-2-o

---

said for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand eight hundred dollars must be made by each bidder with every bid for each emplacement.

Montreal, August 15th, 1955.

PHILIP S. GARONCE,
Attorney for Plaintiff.

Philip S. Garonce,
1449 St. Alexander Street,
Montreal, Quebec
BeLair 1083. 40509-34-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 58,549, William Kelly, plaintiff; vs Sarah Brownrigg *et al* defendants.

NOTICE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Quebec, in the district of Quebec, on May 25th, 1953, in a case wherein William Kelly, Engineer-technician, of the City of Quebec, is plaintiff, the licitation of certain immoveable hereinunder described is ordered, as follows: A lot of land of irregular from, property of the heirs and successors of the late Dame Mary Theresa Brownrigg, wife of the late John Joseph Smith, the said land comprising part of lot number six hundred and eighty-three (683) of the official Cadastre and book of reference of the parish of Ste-Catherine de Fossambault, in the county of Portneuf, bounded as follows: to the South, by lot number six hundred and eighty-two (682), the property of Joseph Winfield or his representatives; to the North, partly by said portion of lot number six hundred and eighty-three, owned by Livingston Crosby or his representatives, and partly by the other portion of same lot six hundred and eighty-three, owned by Michael Gurry or representatives: to the West, by other portions of lot number six hundred and eighty-three owned by Mrs. Edward Slade and E. T. Nesbit or representatives, and on the other side, easterly, by another part of lot number six hundred and eighty-three owned by Michael Gurry or his representatives. The immoveable property hereinabove described shall be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on SEPTEMBER TWENTY-EIGHT 1955, Sitting the Court, in the Court Romo of the Court House of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of said Court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made in said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing, the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, August 23rd 1955.

True copy.

ST. LAURENT, TASCHEREAU,
LÉTOURNEAU, JOHNSTON,
CANTIN & LEAHY,
Attorneys for Plaintiff.

40528-34-2-o

Vente pour taxes

Province de Québec

—

La ville St-Pierre

—

Vente de propriété pour taxes

—

Avis public est par les présentes donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère en l'Hôtel de Ville de la Ville St-Pierre, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante-cinq (1955) à DIX heures de l'avant-midi pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par résolution adoptée à sa séance, du 12 août 1955, a autorisé la ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes, tel que modifié par la Loi 24, George V, chapitre 33, section 3.

Sale for Taxes

Province of Quebec

—

Town of St-Pierre

—

Sale of property for taxes

—

Public notice is hereby given that the property hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of St. Pierre, on MONDAY, the NINETEENTH day of the month of SEPTEMBER, nineteen hundred and fifty-five (1955), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting on August 12th 1955, authorized the town to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, pursuant to the provisions of article 550 of the cities and town's Act, as amended by the Law 24th, George V, chap. 33, section 3.

Nom du propriétaire — Name of the proprietor	Cadastre — Cadastral
Rusko Marko	131 "A", Paroisse de Montréal — Parish of Montreal.

L'immeuble susdit est aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et situé dans la ville de La Ville St-Pierre.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes, attachées audit immeuble.

The above immoveable is on the plan and book of reference of the parish of Montreal, and situated in the town of St. Pierre.

The said sale will be made, with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said property.

Donné en la Ville St-Pierre, ce dix-huitième jour du mois d'août, mil neuf cent cinquante-cinq.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
H. FLORIMOND MALO.

40510-34-2-o

Given at the Town of St. Pierre, this eighteenth day of August, nineteen hundred and fifty-five.

(Seal)

H. FLORIMOND MALO,
Secretary-Treasurer.

40510-34-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, district de St-François, N° 13,277. } ALBERT LEBLANC, avocat, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur; vs FRANK BOUCHARD, fils, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, défendeur.

Les lots ou emplacements connus ou désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, comme étant les subdivisions 137 et 161 du lot 130; 2° Les lots 64-77-107-112 du lot 135.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de L'Immaculée Conception, comté de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, District of St. Francis, No. 13,277. } ALBERT LEBLANC, advocate of the City of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff; vs FRANK BOUCHARD, son, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, defendant.

Lots or emplacements known or designated on the official plan and in the book of reference for the township of Grantham, as being subdivisions 137 and 161 of lot 130; 2. Lots 64-77-107-112 of lot 135.

To be sold at the church door of the parish of L'Immaculée Conception, county of Drum-

Drummond, le JEUDI, le VINGT-NEUF SEPTEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 19 juillet 1955. 40511-34-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 20,109 — LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Montréal et une succursale à St-Prosper, comté de Dorchester, contre LORENZO TREMBLAY & EUSTACHE TREMBLAY, Ste-Aurélie, comté de Dorchester, à savoir: Partie du lot N° 7 nord du rang 8, Canton Metgermette Nord, dans la municipalité de Ste-Aurélie, comté de Dorchester, ainsi que les bâtisses qui s'y trouvent, circonstances et dépendances et les droits et prétentions du défendeur sur ce lot.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Aurélie, comté de Dorchester, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, ce 22 août 1955.
[Première insertion: 27 août 1955]
[Deuxième insertion: 10 septembre 1955]
40512-34-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, to wit: No. 20,109 — THE CANADIAN NATIONAL BANK a corporation legally constituted having its head office in the city of Montreal and a branch at St-Prosper, county of Dorchester, vs LORENZO TREMBLAY & EUSTACHE TREMBLAY, St-Aurélie, county of Dorchester, to wit: Part of lot No. 7, north of range 8, Township of Metgermette North, in the municipality of Ste-Aurélie, county of Dorchester, as well as the buildings erected thereon, circumstances and dependencies together with the rights and claims the defendant may have on said lot.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Ste-Aurélie, county of Dorchester, the THIRTIETH day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the morning.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, August 22nd, 1955.
[First insertion: August 27th, 1955]
[Second insertion: September 10th, 1955]
40512-34-2

BEAUHARNOIS

District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 1962. — RÉAL DESROSIERS, marchand, du village de Ste-Martine, district de Beauharnois, demandeur vs MARCEL VIAU, cidevant de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme, district de Beauharnois, et maintenant domicilié dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Une terre sise et située dans la paroisse St-Jean-Chrysostôme, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, comme étant les trois-cinquièmes sud-est du lot numéro huit cent quatre-vingt-douze (3/5 S.E. 892), contenant soixante-quinze arpents en superficie, plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, et bornée: en front, par la Rivière des Anglais; en arrière par le lot numéro 975; d'un côté; vers le sud-est, par le lot numéro 891 à Simon Marc Lemieux; et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par les deux-cinquièmes nord-ouest du même lot numéro 892 à Donald E. Black."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean-Chrysostôme, le MERCREDI le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield, le 26 juillet 1955.
40401-31-2-o

BEAUHARNOIS

District of Beauharnois

Superior Court, No. 1962. — RÉAL DESROSIERS, merchant, of the village of Ste-Martine, district of Beauharnois, plaintiff, vs MARCEL VIAU, heretofore of the parish of St. Jean-Chrysostôme, district of Beauharnois, and presently domiciled in the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

"A farm located and situate in the parish of St. Jean-Chrysostôme, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish, as being the three-fifths of the southeast lot number eight hundred and ninety-two (3/5 S.E. 892), containing seventy-five arpents in superficial area, more or less, with buildings thereon erected and bounded: in front, by the "Rivière des Anglais"; in rear, by lot number 975; on one side, on the southeast, by lot number 891, by Simon Marc Lemieux; and on the other side, on the northwest, by the two-fifths of the same lot number 892, on the northwest by Donald E. Black."

To be sold at the parochial church door of St. Jean-Chrysostôme, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, July 26th, 1955.
40401-31-2

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, N° 6288. — L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur; vs HOR-

---

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 6288. — QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff; vs HORMIDAS DAN-

MIDAS DANDURAND, défendeur; et J.-A. Dansereau, syndic, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

1° Une ferme de quatre-vingt-onze acres en superficie, plus ou moins, désignée par le lot numéro quatre-vingt-quatre (84) du cadastre officiel de la paroisse de St-Armand Ouest, et par les lots numéros deux cent treize et deux cent dix-sept (213 et 217), du cadastre officiel du canton de Stanbridge, comté de Missisquoi.

2° Une ferme de cent quinze acres en superficie, plus ou moins, désignée par les lots numéros deux cent dix-huit, deux cent vingt-un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent-vingt-sept et partie du lot numéro onze cent soixante-trois (218-221-222-223-224-225-227 et p. 1163) du cadastre officiel dudit canton de Stanbridge; la partie dudit numéro 1163 étant cette partie immédiatement ouest de la ligne du chemin de fer Central Vermont et est bornée comme suit: est et nord par ledit chemin de fer; et ouest par ledit numéro 225; et sud par ledit chemin de fer; avec les bâtisses érigées sur ces deux fermes.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame du Laus, en le village de Philipsburg, district de Bedford, le VINGT-HUIT SEPTEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., 22 août, 1955. 40513-34-2-o

DURAND, defendant, and J.-A. Dansereau, trustee, mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

1. A farm of ninety-one acres in superficial area, more or less, designated by lot number eighty-four (84) of the official cadastre of the parish of St-Armand Ouest, and by lots number two hundred and thirteen and two hundred and seventeen (213 & 217) of the official cadastre of the township of Stanbridge, county of Missisquoi.

2. A farm of one hundred and fifteen acres in superficial area, more or less, designated by lots numbers two hundred and eighteen, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-seven, and part of lot number eleven hundred and sixty-three (218-221-222-223-224-225-227 & P. 1163) of the official cadastre of the said township of Stanbridge; the part of the said No. 1163 being that part immediately west of the Central Vermont Railway and is bounded as follows: east and north by the said railway; and west by the said No. 225; and south, by the said railway; with the buildings thereon erected on these two farms.

To be sold in block, at the parochial church door of the parish of Notre-Dame-du-Laus, in the village of Philipsburg, district of Bedford, on the TWENTY-EIGHT day of SEPTEMBER, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., 22 August, 1955. 40513-34-2

GASPÉ

Canada, Province de Québec
District de Gaspé
Iles de la Madeleine

Cour de Circuit, N° 343. JOHN FRED CYR, de Cap-aux-Meules, Iles de Madeleine, district de Gaspé, demandeur, vs WILLIE LONGUÉPÉE, de Cap-aux-Meules, Iles de la Madeleine, district de Gaspé, défendeur.

Comme appartenant au défendeur,

Un lot de terre connu au cadastre de l'Ile Grinstone, Iles de la Madeleine, comme faisant partie de la subdivision 693 du lot N° 104 contenant (8-0-0) huit acres de terre avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du shérif, Palais de Justice, I. M. le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
NAPOLÉON BRIAND.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Hâvre-Aubert, I.M. 40514-34-2-o

GASPÉ

Canada, Province of Quebec
District of Gaspé
Magdalen Islands.

Circuit Court, No. 343. JOHN FRED CYR, of Grinstone, Magdalen Islands, district of Gaspé, Plaintiff, vs WILLIE LONGUÉPÉE, of Grinstone, Magdalen Islands, district of Gaspé, Defendant.

As belonging to the defendant,

A lot of land known of the cadastre of Grinstone, Magdalen Islands, as forming part of the subdivision 693 of lot No. 104 containing (8-0-0) eight acres of land, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at Sheriff Office, Court House, M.I. the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

NAPOLÉON BRIAND,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Court-House,
Amherst, M.I. 40514-34-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 379. ERNEST PLOURDE, cultivateur de Trois-Pistoles, demandeur vs LUCIEN LEBEL, de Ste-Rita, défendeur.

"Le lot numéro 42 du rang 3, du canton Raudot, borné au nord par le rang 2, au sud par le rang 3, à l'est par Napoléon April et à l'Ouest par Josaphat Malenfant. Le tout avec bâtisses

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 379. ERNEST PLOURDE, farmer of Trois-Pistoles, plaintiff vs LUCIEN LEBEL, of Ste-Rita, defendant.

"Lot number 42 of range 3, of the Raudot township, bounded on the North by range 2, on the South, by range 3, on the East, by Napoléon April, and on the West, by Josaphat

dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Rita, comté de Témiscouata, VENDREDI le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 1er août 1955. 40406-31-2-o
[Première insertion, samedi le 6 août 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 18778. { LA FAMILIALE D'AUCLAIR, Syndicat Coopératif de Consommation,

corps politique et incorporé en vertu de la Loi de Syndicats Coopératifs, de St-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, demanderesse vs XAVIER GAGNON, de St-Émile d'Auclair, défendeur.

"Les lots numéros trente-deux (32) trente-trois (33) et trente-quatre (34) canton Auclair, rang XV, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Émile d'Auclair, comté de Témiscouata, MERCREDI le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 1er août 1955. 40405-31-2-o
[Première insertion, samedi le 6 août 1955]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 351921 { YVETTE LAPORTE, demanderesse vs MARCEL VINET, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Westmount, avenue Burton, désigné sous le numéro 100 (cent) de la subdivision officielle du lot originaire numéro 208 (deux cent huit) aux plan et livre de renvoi officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt pieds (20) de largeur par 79 (soixante-et-dix-neuf) pieds et 3 (trois) pouces de profondeur, mesure anglaise plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus construites notamment une maison portant le numéro civique 8 (huit) de ladite avenue Burton, en la cité de Westmount, dont le mur du côté est, est mitoyen avec la propriété voisine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUIT SEPTEMBRE 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 2 août 1955. 40414-31-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 354635 { PAUL POULIOT demandeur vs LÉO MARION, défendeur.

"Un emplacement situé en la ville de Chambly, comté de Chambly, ayant front sur la rue Bourgogne, composé:

a) du lot numéro un de la subdivision officielle du lot deux de la subdivision officielle du lot originaire cent quatorze A (114A-2-1) du cadastre officiel du village du Bassin de Chambly;

Malenfant. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door fo Ste-Rita, county of Témiscouata, FRIDY, the NINTH day of SEPTEMBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 1st, 1955. 40406-31-2
[First insertion, Saturday, August 6, 1955.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 18778. { LA FAMILIALE D'AUCLAIR, Syndicat Coopératif de Consommation,

a body politic and corporate under the Cooperative Syndicates' Act of St-Émile d'Auclair, county of Témiscouata, Plaintiff, vs XAVIER GAGNON, of St-Émile d'Auclair, Defendant.

"Lots numbers thirty-two, (32) thirty-three (33) and thirty-four (34) Township Auclair, range XV, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Émile d'Auclair, county of Témiscouata, WEDNESDAY, the SEVENTH day of SEPTEMBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, August 1st, 1955. 40405-31-2
[First insertion, Saturday August 6, 1955]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 351921 { YVETTE LAPORTE, Plaintiff, vs MARCEL VINET, Defendant.

A lot of land situate in the city of Westmount, Burton Avenue, designated under number 100 (one hundred) of the official subdivision of the original lot number 208 (Two hundred and eight) on the official plan and in the book of reference for the municipality of the parish of Montreal measuring twenty feet (20) in width by 79 (seventy-nine) feet and 3 (three) inches in depth, English measure, more or less.

With all the buildings thereon erected, notably a house bearing civic number 8 (eight) of the said Burton Avenue, in the city of Westmount, of which the east side wall is mitoyen with the neighboring property.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on SEPTEMBER EIGHTH, 1955, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 2nd, 1955. 40414-31-2

Facias Fieri de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 354635 { PAUL POULIOT, plaintiff vs LÉO MARION, Defendant.

"An emplacement situate in the town of Chambly, county of Chambly, having frontage on Bourgogne Street, composed:

a) of lot number one of the official subdivision of lot two of the official subdivision of the original lot one hundred and fourteen A (114A-2-1) of the official cadastre of the village of Chambly Basin;

b) d'un certain lot non montré au cadastre officiel dudit village comme étant un lot officiel ou partie de lot officiel mais faisant plutôt partie du lit de la rivière Richelieu, en arrière du lot en premier lieu décrit (114A-2-1) et y contigu; montré sur un plan par une lisière vert et décrit dans un procès verbal d'arpentage, préparés le trente mai mil neuf cent quarante-sept, par L. Farand, a.g., enregistrés par dépot au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, sous N° 101596 et se décrivant comme suit:

Commençant au point B situé à l'intersection des hautes eaux ordinaires avant débordement de la rivière Richelieu, avec la ligne de division entre le lot cent quatorze A-subdivision deux et un chemin non cadastré lequel point est situé à une distance de soixante-quinze pieds du point A, situé à l'intersection de la ligne nord-est du chemin public avec ladite ligne de division entre le lot deux de la subdivision du lot cent quatorze A (114A-2) et le chemin non cadastré, mesurée le long de cette dernière ligne:

Du point D, en suivant sur une distance de soixante-et-un pieds dans le prolongement de la ligne de division entre le lot deux de ladite subdivision (114A-2) et le chemin non cadastré, dans une direction nord 27°05′ est jusqu'au point C;

Du Point C, en suivant une ligne droite sur une distance de vingt-cinq pieds dans une direction nord 62°55′ ouest jusqu'au point D;

Du point D en suivant une ligne droite sur une distance de trente-cinq pieds dans une direction sud 27°5′ ouest jusqu'au point E:

Du point E en suivant une ligne droite sur une distance de deux pieds dans une direction nord 62°55′ ouest jusqu'au point F;

Du point F en suivant une ligne droite, sur une distance de cent treize pieds et trois dixièmes de pied dans une direction nord 56° ouest jusqu'au point G;

Du point G en suivant une ligne droite sur une distance de cinquante et un pieds et soixante-dix centimes dans une direction sud 25°50′ ouest jusqu'au point H; ledit point H situé à l'intersection de la ligne des hautes eaux ordinaires avant débordement, avec la ligne de division entre les lots un et deux de la subdivision dudit lot originaire cent quatorze A du cadastre officiel du village du Bassin de Chambly, lequel point H est situé à une distance de soixante-quatre pieds et demi de l'intersection de la ligne Nord est du chemin public avec la ligne de division entre les lots un et deux de ladite subdivision du lot originaire cent quatorze A;

Du point H en suivant dans une direction générale est en front du lot deux de ladite subdivision de la ligne des hautes eaux ordinaires avant débordement jusqu'au point de départ B;

Ce lot ainsi délimité entre les lettres B-C-D-E-F-G-H-B dudit plan enregistré comme susdit avec procès verbal d'arpentage, contenant une superficie de quatorze centièmes d'acre, plus ou moins mesure anglaise:

Toutes dimensions étant anglaise et les directions étant astronomique:

Avec maison unifamiliale, a un seul plancher, garage y attenant et communiquant, murs et quai érigés sur lesdits deux terrains, circonstances et dépendances; le terrain décrit à l'alinéa B, est borné en front par le terrain en premier lieu décrit, et de tous autres côtés par le lit du Richelieu."

b) of a certain lot not shown on the official cadastre of the said village as being an official lot or part of official lot but rather forming part of the river bed of the Richelieu River, in rear of lot firstly described (114A-2-1) and contiguous thereto; shown on a plan by a green strip and described in the minutes of the survey, prepared on May thirtieth, one thousand nine hundred and forty-seven, by L. Farand, surveyor, registered by deposit with the registration office of the Chambly Division, under No. 101596, and being described as follows:

Starting at point B, situate at the intersection of the regular highwater mark before the overflow of the Richelieu River, with the dividing line between lot one hundred and fourteen A-subdivision two and a non cadastred road which point is situate at a distance of seventy-five feet from Point A, situate at the intersection of the northeastern line of the public road with the said dividing line between lot two of the subdivision of lot one hundred and fourteen A (114A-2) and the non cadastred road measured along this last line:

From point D, by following upon a distance of sixty-one feet in the prolongation of the dividing line between lot two of the said subdivision (114A-2) and the non cadastred road, in a northerly direction 27°05′ east to point C;

From point C, by following a straight line upon a distance of twenty-five feet in a northerly direction 62°55′ west to point D;

From point D by following a straight line upon a distance of thirty-five feet in a southerly direction 27°5′ west to point E;

From point E, by following a straight line upon a distance of two feet in a northerly direction 62°55′ west to point F;

From point F by following a straight line, upon a distance of one hundred and thirteen feet and three-tenths of a foot in a northerly direction 56° west to point G;

From point G by following a straight line upon a distance of fifty-one feet and seventy-one hundreths in a southerly direction 25°50′ west to point H; the said point H situated at the intersection of the regular highwater line before the overflow, with the dividing line of lots one and two of the subdivision of the said original lot one hundred and fourteen A of the official cadastre of the village of Chambly Basin, which point H is situate at a distance of sixty-four feet and one-half from the intersection of the line northeast of the public road with the dividing line between lots one and two of the said subdivision of the original lot one hundred and fourteen A:

From point H by following in a general easterly direction in front of lot two of the said subdivision of the regular highwater line before the overflow to the starting point B;

This lot bounded in this way between the letters B-C-D-E-F-G-H-B of the said registered plan as above said with the "Minutes" of the survey, containing a superficial area of fourteen-hundreths of an acre, English measure, more or less:

All dimensions being English and the directions being astronomical:

With a one-family house, with one floor, garage attached thereto and communicating therewithwalls and wharf erected upon the said both lots, circumstances and dependencies; the land described in paragraph B is bounded on the front by the land described in the first place, and on all other sides by the bed of the Richelieu."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Joseph de Chambly, le HUIT SEPTEMBRE 1955 à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 2 août 1955. 40413-31-2-o

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Joseph of Chambly on the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 2, 1955.

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 3241 — LUCIEN COURCY, propriétaire d'Autobus et de taxis domicilé à Montbrun, district de Rouyn-Noranda, demandeur vs GEORGES OUELLETTE, journalier, domicilié à Montbrun, dit district, défendeur.

Les droits acquis sur le lot numéro 35 du rang VI, du canton Cléricy, acquis par billet de location le 8 juin 1936, N° de vente: 67023, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Norbert de Montbrun, P.Q., le SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 2 août 1955. 40416-31-2-o
[1ère insertion, le 6 août 1955]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 3241 — LUCIEN COURCY, Bus and Taxis proprietor domiciled at Montbrun, district of Rouyn-Noranda, Plaintiff vs GEORGES OUELLETTE, laborer, domiciled at Montbrun, said district, defendant.

The acquired rights on lot number 35 of range VI, Clericy township, obtained by location permit on June 8th, 1936, sale number: 67023, with the buildings thereon erected, circumstances and appartenances.

To be sold at the church door of St. Norbert de Montbrun, P.Q., on the SEVENTH day of SEPTEMBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon, (daylight saving time).

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, August 2nd, 1955. 40416-31-2-o
[1st insertion August 6th, 1955]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 8783. — TRADERS FINANCE CORPORATION LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à Toronto et un bureau d'affaires à 400, Boulevard Charest, Québec, demandeur, vs ARTHUR BARRETTE, Pointe à Boisvert, comté de Saguenay, P. Q., défendeur.

Une maison appartenant à Arthur Barrette, construit sur une terre appartenant apparemment à Monsieur Paul Tremblay de Pointe à Boisvert.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Paul du Nord, MARDI le SIX SEPTEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 1 août 1955.

Le Shérif,
40403-31-2-6 PIERRE NÉRON.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 8783. — TRADERS FINANCE CORPORATION LIMITÉE, corporation legally incorporated having its head office at Toronto and a business office at 400 Charest Boulevard, Quebec, vs ARTHUR BARRETTE, Pointe à Boisvert, county of Saguenay, P. Q., defendant.

A house belonging to Arthur Barrette, erected on land apparently belonging to Mr. Paul Tremblay of Pointe à Boisvert.

To be sold at the parochial church door of St-Paul du Nord, TUESDAY, the SIXTH day of SEPTEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Made and signed at La Malbaie, this first day of August, 1955.

PIERRE NÉRON,
40403-31-2 Sheriff.

Canada, Province de Québec
District de Saguenay

N° 791. — HUDSON'S BAY COMPANY, corps politique avec bureau d'affaires à Baie Comeau, demandeur, vs JEAN A. ST. GELAIS, journalier de Chutes aux Outardes, défendeur.

(Lot 1-31) du cadastre officiel de canton de Ragueneau, village de Chute aux Outardes, borné au nord par la rue 1-14, à l'Ouest par la rue 1-32, à l'est par le lot 1-15 et au sud par le lot 1-30, avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances.

Lot 1-30 du cadastre officiel de Ragueneau, village de Chute aux Outardes borné comme suit: à l'ouest par la rue 1-32, à l'est par le terrain 1-16, au nord par le lot 1-31 et au sud par le lot 1-29, le tout dans le rang 2 du cacastre officiel du canton Ragueneau.

Canada, Province of Quebec
District of Saguenay

No. 791. — HUDSON'S BAY COMPANY, a body politic with business office at Comeau Bay, plaintiff vs JEAN A. ST. GELAIS, laborer of Chutes aux Outardes, defendant.

(Lot 1-31) of the official cadastre of the Township of Ragueneau, village of Chute aux Outardes, bounded on the North by street 1-14, on the West, by street 1-32, on the East, by lot 1-15 and on the South by lot 1-30, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Lot 1-30 of the official cadastre of Ragueneau, village of Chute aux Outardes bounded as follows: on the West, by street 1-32, on the East by lot 1-16, on the North by lot 1-31 and on the South by lot 1-29, the whole in range 2 of the official cadastre of the Township of Ragueneau.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Chute aux Outardes, MARDI le SIX SEPTEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 1 août 1955.

Le Shérif,
40402-31-2-o PIERRE NÉRON.

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 6587. WILLIS & CO. LIMITED, corps politique et incorporé ayant son siège social à 67, rue St-Jean, Québec, demanderesse, vs EDMOND PETITPAS, demeurant à Sault-au-Mouton, district de Saguenay, défendeur.

Le lot de terre situé à Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, mesurant environ un arpent et demi de largeur par environ vingt arpents de profondeur, sans garantie quant à la mesure, borné au sud par le chemin public, à l'est à Dame Vve Sarah Desbiens ou représentants, à l'ouest par la Cie Donnaconna Paper Ltd et au nord par la Réserve Cantonale, connue et désignées comme étant et faisant partie du lot numéro quanrante-neuf (49) du quatrième rang aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Iberville, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sault-au-Mouton, MARDI le SIX SEPTEMBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Fait et signé à La Malbaie, ce 1 août 1955.

Le Shérif,
40404-31-2-o PIERRE NÉRON.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de St-François

Sherbrooke, N° 11747. OSCAR FOUCHER, ouvrier et bûcheron, domicilié à Ste-Edwidge, comté de Compton, district de St-François, demandeur, vs OLIVIER BESSETTE, rentier, domicilié à Ste-Edwidge, comté de Compton, district de St-François, défendeur, et LES HÉRITIERS LÉGAUX dudit Olivier Bessette, maintenant décédé, Mis-en-cause.

Comme appartenant audit défendeur:

"Une propriété au canton de Clifton connue et désignée comme étant le lot numéro DOUZE-C (Pt 12-C) dans le huitième rang dudit canton de Clifton, ainsi que cette partie du lot numéro DOUZE-B (Pt 12-B) dans le huitième rang dudit canton prise au sud du chemin public et adjacente à l'est dudit lot numéro Douze-C lequel terrain mesure en suivant le chemin public mille pieds en front, plus ou moins, ledit morceau de terrain étant borné comme suit: au nord par le chemin public, à l'est par cette partie du lot numéro Douze-B appartenant à Norbert Masson et plus particulièrement décrit dans un acte de vente enregistré à Coaticook le 7 juillet 1922; au sud par la rivière aux Saumons à l'ouest ce terrain se termine an pointe par la jonction de la rivière et du chemin. Avec une superficie totale de cinq ou six acres."

"Avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Edwidge-de-Clifton, le VINGT-

To be sold at the parochial church door of Chute aux Outardes, TUESDAY SEPTEMBER SIXTH 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this first day of August, 1955.

PIERRE NÉRON,
40402-31-2 Sheriff.

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 6587. WILLIS & CO. LIMITED, a body politic and corporate, having its head office at 67 St-John Street, Quebec, plaintiff, vs EDMOND PETITPAS, residing at Sault-au-Mouton, district of Saguenay, defendant.

A plot of land situate at Sault-au-Mouton, county of Saguenay, measuring approximately one arpent and one-half in width by approximately twenty arpents in depth, without guarantee insofar as measurement, bounded on the south by the public road, on the east, by Dame Widow Sarah Desbiens or representatives, on the west, by the Donnaconna Paper Ltd and on the north, by the township reserve known and designated as being and forming part of lot number forty-nine (49) of the fourth range on the official plan and in the book of reference for the township of Iberville, with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sault-au-Mouton, TUESDAY the SIXTH day of SEPTEMBER 1955, at ELEVEN o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie, this first day of August, 1955.

PIERRE NÉRON,
40404-31-2 Sheriff.

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of St. Francis

Sherbrooke, No. 11747. OSCAR FOUCHER, workman and wood-cutter, domiciled at Ste-Edwidge, County of Compton, district of St-Francis, plaintiff, vs OLIVIER BESSETTE, retired, domiciled at Ste Edwidge, County of Compton, district of St. Francis, defendant and THE LAWFUL HEIRS of said Olivier Bessette, now deceased, Mis-en-Cause.

As belonging to the said defendant:

"A property to the township of Clifton known and designated as being the lot number Twelve-C (Pt 12–C) in the eighth range of said township of Clifton as well as that part of lot number Twelve-B (Pt 12-B) in the eighth range of said township taken to the south of the public road and adjacent to the east of said lot number Twelve–C which piece of ground measures running along the public road one thousand feet in front, more or less, the said piece of ground being bounded as follows: to the north by the public road, to the east by that part of lot number Twelve-B belonging to Norbert Masson and more particularly described in a deed of sale registered at Coaticook the 7th of July 1922; to the south by the river "Aux Saumons" to the west that piece of ground ends in a point by the junction of the river and the road. With a total superficies of five or six acres."

"With the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Edwidge-de-Clifton, the TWENTY-

HUIT 1955, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 19 août 1955. 40515-34-2-o
[Première insertion le 27 août 1955]

EIGHT of SEPTEMBER 1955, at TEN in the forenoon. (Daylight saving time)

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, August the 19th, 1955. 40515-34-2-o
[First insertion on August the 27th 1955]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 8627. J. DARDANELLE LIGNON, d'Acton-Vale, district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs HENRI LAPERLE, de St-Denis-sur-Richelieu, district de Saint-Hyacinthe, défendeur;

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la première concession de la paroisse de Saint-Denis, ayant une largeur de deux arpents et demi (2½) sur une profondeur de trente arpents (30), plus ou moins, composée et formée comme suit:

a) du lot numéro deux cent quanrante (N° 240) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, dans le comté de St-Hyacinthe. Moins, à distraire dudit lot, la lisière de terrain vendue au Gouvernement de la Province de Québec, suivant titre enregistré à St-Hyacinthe sous le numéro B-94557; et une autre partie dudit lot, vendue à P. E. Chicoine, suivant acte enregistré à 107404, plus tard revendue à Ernest Laperle, par acte enregistré à 108264.

b) de cette partie du lot deux cent trente-neuf (Ptie-239) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comté de St-Hyacinthe, et bornée comme suit: d'un bout à la rivière Richelieu; d'autre bout aux terres de l'Amyot; d'un côté par Partie-239 appartenant à Léo Laperle; d'autre côté au lot susdécrit. Moins, à distraire de cettedite partie: 1) la lisière de terrain vendue au Gouvernement de la Province de Québec, suivant titre enregistré à St-Hyacinthe sous le numéro B-94557, 2) la partie de terrain vendue à Ernest Laperle, suivant titre enregistré sous le numéro 100588.

Le tout avec bâtisses y érigées: avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes. attachées audit immeuble.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Denis-sur-Richelieu, le MERCREDI, TRENTE-UNIÈME jour d'AOÛT 1955, à DIX-ET-TRENTE heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
St-Hyacinthe, le 26 juillet 1955. 40365-30-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 8627. J. DARDANELLE LIGNON, of Acton-Vale, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs HENRI LAPERLE, of Saint-Denis-sur-Richelieu, district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A farm situate in the first concession of the parish of Saint-Denis, having a width of 2½ arpents by a depth of 30 arpents, more or less, composed and formed as follows:

a) of lot two hundred and forty (No. 240) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Denis, county of Saint-Hyacinthe; but, to exclude from this lot; the strip of Quebec, according to title registered at St-Hyacinthe under number B-94557; and another part of said lot sold to P. E. Chicoine, according to title registered under No. 107404, later resold to Ernest Laperle, according to title registered under No. 108264.

b) of this part of lot number two hundred and thirty-nine (Pt. 239) on the official plan and book of reference of the parish of St-Denis, county of St-Hyacinthe, and bounded as follows: at one end, by the Richelieu river; at the other end, by the farms of l'Amyot; on one side by part of 239 belonging to Léo Laperle; on the other side, by the lot above described. To exclude, however, from the above mentioned part: 1) the strip of land sold to the Government of the Province of Quebec, according to title registered at St-Hyacinthe, under number B-94557; 2) the part of land sold to Ernest Laperle, cacording to title registered at St-Hyacinthe under number 100588.

The whole with buildings thereon erected; with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables.

To be sold at the parochial church-door of Saint-Denis-sur-Richelieu, WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of AUGUST, 1955, at TEN AND HALF o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, July the 26th, 1955.
40365-30-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 34

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lachapelle vs Maheu..... 2579

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Deschesnes vs Dansereau..... 2579

Index of the Quebec Official Gazette, No. 34

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lachapelle vs Maheu..... 2579

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Deschesne vs Dansereau..... 2579

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

862-F — Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal..... 2568
862-G — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal..... 2568
862-H — Débardeurs du Port de Montréal (navigation océanique)..... 2568
862-I — Doubleurs du Port de Montréal (navigation océanique)..... 2569
862-J — Vérificateurs et tonneliers du port de Montréal (navigation océanique)..... 2570

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2539

RÉCEPTION DES ANNONCES: 2539

AVIS DIVERS:

Beaulieu Transport Limitée (Directeurs) 2581
Christian Assembly of Cap de la Madeleine (Demande d'incorporation).... 2582
Donohue Brothers Limited (Barrage).. 2579
Granby Enterprises Limited (Directeurs)..... 2580
Grenville, commission scolaire protestante de (Rachat d'obligations)..... 2583
Jetté & Frères Ltée (Directeurs)..... 2581
L'Association des Marchands Détaillants du District de Québec (Formation)..... 2582
L'Association des Mouleurs et des Employés d'Adanac Foundry Industries Limited (Formation)..... 2582
Price Brothers & Company, Limited (Travaux d'amélioration)..... 2582
St. Lawrence Cement Co. (Directeurs). 2581
The Chantecler Hills Estate Inc. (Directeurs)..... 2581
The Chantecler Hotel Limited (Directeurs)..... 2581
Warwick, village de (Demande d'érection)..... 2580

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session 2583

CHARTES — ABANDON DE:

Hokko Creek Mining Corporation Ltd. 2583
Montreal Ruling & Bookbinding Inc.. 2584

COMPAGNIES DISSOUTES:

Arkel Clothing Mfg. Co. Ltd..... 2584
Eastern Hair Limited..... 2584
Joseph Aubry et Compagnie Limitée.. 2584
Spicy Dill Incorporated..... 2585

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Yamaska-Est, village de..... 2585

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Sacré-Cœur-de-Jésus, paroisse de..... 2585
St-Paulin..... 2585

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Wickham, canton de..... 2585

ORDERS IN COUNCIL:

862-F — Building Trades and Joint Committee of Montreal..... 2568
862-G — Construction industry and trades in the region of Montreal.... 2568
862-H — Longshoremen of the Harbour of Montreal (Ocean navigation)..... 2568
862-I — Shipliners of the Harbour of Montreal (Ocean navigation)..... 2569
862-J — Checkers and coopers of the Harbour of Montreal (Ocean navigation)..... 2570

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2539

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES: 2539

MISCELLANEOUS NOTICES:

Beaulieu Transport Limitée (Directors) 2581
Christian Assembly of Cap de la Madeleine (Application for incorporation) 2582
Donohue Brothers Limited (Dam).... 2579
Granby Enterprises Limited (Directors)..... 2580
Grenville, Protestant School Board of (Redemption of bonds)..... 2583
Jetté & Frères Ltée (Directors)..... 2581
L'Association des Marchands Détaillants du District de Québec (Formation)..... 2582
L'Association des Mouleurs et des Employés d'Adanac Foundry Industries Limited (Formation)..... 2582
Price Brothers & Company, Limited (Improvement work)..... 2582
St. Lawrence Cement Co. (Directors).. 2581
The Chantecler Hills Estate Inc. (Directors)..... 2581
The Chantecler Hotel Limited (Directors)..... 2581
Warwick, village of (Application for erection)..... 2580

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning private bills which shall be introduced during the coming session. 2583

CHARTERS — SURRENDER OF:

Kokko Creek Mining Corporation Ltd. 2583
Montreal Ruling & Bookbinding Inc.. 2584

COMPANIES DISSOLVED:

Arkel Clothing Mfg. Co. Ltd..... 2584
Eastern Hair Limited..... 2584
Joseph Aubry et Compagnie Limitée... 2584
Spicy Dill Incorporated..... 2585

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Yamaska-East, village of..... 2585

EDUCATION:
School Municipality of:

Sacré-Cœur-de-Jésus, parish of..... 2585
St-Paulin..... 2585

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Wickham, township of..... 2585

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle (Modification) 2586
Plombier, etc., dans la région de Trois-Rivières (Modification) 2586

EXAMENS DU BARREAU:

Saguenay: étude du droit 2587
St-François: étude du droit 2587

LETTRES PATENTES:

Acadia Sportswear Mfg. Ltd. 2540
Adélard Boisvert Incorporée 2541
A. Lavoie & Fils Ltée 2541
Ametal Mining Corporation 2541
Anode Co. Ltd. 2542
Apex Garment Ltd. 2542
Arrowood Investments Ltd. 2543
Baizer Banana Corporation 2543
Banner Investment Corporation 2543
Bayit Construction Ltd. 2544
Cabano Knitting Mills Limited 2544
Canada Broom Supply Co. Ltd. 2544
Champlain Warehousing Co. Ltd. 2545
Constructiva Ltd. 2545
Continental Loan Corporation 2545
Crosstown Realties (Mtl) Inc. 2546
Dalroy Investments Ltd. 2546
Duranleau & Jalbert Inc. 2546
East End Chrome Furniture Ltd 2547
Economic Publishers Co. Ltd. 2547
El Rancho Homes Ltd. 2547
E. Parenteau Ltée — Ltd. 2548
Estrex Lumber Inc. 2548
Fleetwood Realty Co. Ltd. 2548
Gonzague Bellavance Ltée 2549
Guy Gervais Ltée 2549
Home Renovation Inc. 2549
Hotel Development Corporation 2550
Imprimerie Dorchester Inc. 2550
Ino Investments Corporation Ltd. 2550
Jacques Cartier Asphalt Limitée 2551
J. Lubin Inc. 2551
Joe Beef Enterprises Limited 2551
Jomarnor Ltd. 2552
Korry Togs Inc. 2552
La Boutique du Cadeau de Lévis Ltée 2552
Lady Fair Dresses Ltd. 2553
Laiterie Mont St. Bruno Dairy Inc. 2553
La Seigneurie de Ste-Marie Incorporée. 2553
Laval Reporter Inc. 2554
Le Centre d'Achat de la Vallée du Richelieu Inc. 2554
Le Clos du Nord Inc. 2554
Leith Pastry Inc. 2555
Le Marché Central de St-Côme Incorporé 2555
Les Entreprises XXe Siècle Inc. 2555
Les Industries Ahuntsic Limitée — Ahuntsic Industries Limited 2556
L. Leclerc Transport Inc. 2556
L'Oeuvre d'Assistance aux Malades à Domicile 2556
Lucien Bédard & Cie Inc. 2557
Mansions Radiator Service Limited. 2557
Marché Spence, Inc. 2557
Maurice H. Brault & Fils Limitée 2558
Modern American Furniture Limited 2558
Morland Investments Ltd. 2559
Mountbrooke Inc. 2559
National Asbestos Limited 2559
Normandie Automobile Ltd. 2560
Noshar Holdings Inc. 2560
O. Champagne & Fils Inc. 2560

LABOUR:
Industry or Trades of:

Construction in the counties of Terrebonne and Labelle (Amendment) 2586
Plumbing, etc., in the region of Trois-Rivières (Amendment) 2586

BAR EXAMINATIONS:

Saguenay: study of law 2587
St. Francis: study of law 2587

LETTERS PATENT:

Acadia Sportswear Mfg. Ltd. 2540
Adélard Boisvert Incorporée 2541
A. Lavoie & Fils Ltée 2541
Ametal Mining Corporation 2541
Anode Co. Ltd. 2542
Apex Garment Ltd. 2542
Arrowood Investments Ltd. 2543
Baizer Banana Corporation 2543
Banner Investment Corporation 2543
Bayit Construction Ltd. 2544
Cabano Knitting Mills Limited 2544
Canada Broom Supply Co. Ltd. 2544
Champlain Warehousing Co. Ltd. 2545
Constructiva Ltd. 2545
Continental Loan Corporation 2545
Crosstown Realties (Mtl) Inc. 2546
Dalroy Investments Ltd. 2546
Duranleau & Jalbert Inc. 2546
East End Chrome Furniture Ltd 2547
Economic Publishers Co. Ltd. 2547
El Rancho Homes Ltd. 2547
E. Parenteau Ltée — Ltd. 2548
Estrex Lumber Inc. 2548
Fleetwood Realty Co. Ltd. 2548
Gonzague Bellavance Ltée 2549
Guy Gervais Ltée 2549
Home Renovation Inc. 2549
Hotel Development Corporation 2550
Imprimerie Dorchester Inc. 2550
Ino Investments Corporation Ltd. 2550
Jacques Cartier Asphalt Limitée 2551
J. Lubin Inc. 2551
Joe Beef Enterprises Limited 2551
Jomarnor Ltd. 2552
Korry Togs Inc. 2552
La Boutique du Cadeau de Lévis Ltée 2552
Lady Fair Dresses Ltd. 2553
Laiterie Mont St. Bruno Dairy Inc. 2553
La Seigneurie de Ste-Marie Incorporée. 2553
Laval Reporter Inc. 2554
Le Centre d'Achat de la Vallée du Richelieu Inc. 2554
Le Clos du Nord Inc. 2554
Leith Pastry Inc. 2555
Le Marché Central de St-Côme Incorporé 2555
Les Entreprises XXe Siècle Inc. 2555
Les Industries Ahuntsic Limitée — Ahuntsic Industries Limited 2556
L. Leclerc Transport Inc. 2556
L'Oeuvre d'Assistance aux Malades à Domicile 2556
Lucien Bédard & Cie Inc. 2557
Mansions Radiator Service Limited. 2557
Marché Spence, Inc. 2557
Maurice H. Brault & Fils Limitée 2558
Modern American Furniture Limited 2558
Morland Investments Ltd. 2559
Mountbrooke Inc. 2559
National Asbestos Limited 2559
Normandie Automobile Ltd. 2560
Noshar Holdings Inc. 2560
O. Champagne & Fils Inc. 2560

Peerless Finance & Mortgage Co. Ltd. 2561
Plantagenet Investments Inc. 2561
Robert Dubreuil Investment Co. Ltd. 2561
Roland Pants & Sportswear, Inc. 2562
Rosler Inc. 2562
Rox Realty Limited 2562
Roymac Realty Co. Ltd. 2563
Rubigail Holdings Inc. 2563
Sainte-Anne Auto Parts Ltée 2563
Sheldon Manufacturing Co. Ltd. 2564
Soldan Development Corporation 2564
Spécialités Économiques Limitée 2564
St. Antoine Lumber & Manufacturing Ltd. 2565
The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation (Correction) 2566
The Protestant Community Club of Isle Perrot 2565
Thero Metals Limited 2566
Town Hardware Ltd. 2566
Westgate Construction Co. 2566
Windsor Securities Limited 2567
3-3-3- Incorporated 2567

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie Bonnier Frères, Assurance Funéraire, Limitée 2587

MINISTÈRE DES FINANCES:

État financier de la Province 2571

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre revisé d'une partie du canton de Dufferin 2588
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires 2588

SIÈGES SOCIAUX:

Champlain Warehousing Co. Ltd. 2590
Hôtel National (Rouyn) Ltée 2590
Laval Reporter Inc. 2589
Sotal Ltd. 2590
St. Lawrence Cement Co. 2590

SOUMISSIONS:

Alma, commissaires d'écoles de la ville de (Correction) 2590
Lachine, cité de 2592
Laval-des-Rapides, commissaires d'écoles protestantes de 2591
Princeville, commissaires d'écoles de (Correction) 2591
Rouyn, commissaires d'écoles de 2597
Ste-Adèle, syndics d'écoles de la paroisse de 2595
Ste-Anne-de-Beaupré, commissaires d'écoles de 2598
Ste-Rosalie, commissaires d'écoles du village de 2599
St-Hubert, commissaires d'écoles de 2596
Val David, village de 2594
Weedon, commissaires d'écoles de 2601

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Boutin, André 2602

VENTES PAR LICITATION:

Lafortune vs Lafortune *et al* 2603
Kelly vs Brownrigg *et al* 2607

Peerless Finance & Mortgage Co. Ltd. 2561
Plantagenet Investments Inc. 2561
Robert Dubreuil Investment Co. Ltd. 2561
Roland Pants & Sportswear, Inc. 2562
Rosler Inc. 2562
Rox Realty Limited 2562
Roymac Realty Co. Ltd. 2563
Rubigail Holdings Inc. 2563
Sainte-Anne Auto Parts Ltée 2563
Sheldon Manufacturing Co. Ltd. 2564
Soldan Development Corporation 2564
Spécialités Économiques Limitée 2564
St. Antoine Lumber & Manufacturing Ltd. 2565
The Elizabeth T. Greenshields Memorial Foundation (Correction) 2566
The Protestant Community Club of Isle Perrot 2565
Thero Metals Limited 2566
Town Hardware Ltd. 2566
Westgate Construction Co. 2566
Windsor Securities Limited 2567
3-3-3- Incorporated 2567

WINDING UP NOTICE:

La Compagnie Bonnier Frères, Assurance Funéraire, Limitée 2587

DEPARTMENT OF FINANCE:

Financial statement of the Province 2571

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the revised cadastre of a part of the township of Dufferin 2588
Convocation of the Legislature for the dispatch of business 2588

HEAD OFFICES:

Champlain Warehousing Co. Ltd. 2590
Hôtel National (Rouyn) Ltée 2590
Laval Reporter Inc. 2589
Sotal Ltd. 2590
St. Lawrence Cement Co. 2590

TENDERS:

Alma, School Commissioners of the town of (Correction) 2590
Lachine, city of 2592
Laval-des-Rapides, Protestant School Commissioners of 2591
Princeville, School Commissioners of (Correction) 2591
Rouyn, School Commissioners of 2597
Ste-Adèle, School Trustees, of the parish of 2595
Ste-Anne-de-Beaupré, School Commissioners of 2598
Ste-Rosalie, School Commissioners of the village of 2599
St-Hubert, School Commissioners of 2596
Val David, village of 2594
Weedon, School Commissioners of 2601

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Boutin, André 2602

SALES BY LICITATION:

Lafortune vs Lafortune *et al* 2603
Kelly vs Brownrigg *et al* 2607

Shragie vs Shragie *et al* 2605

VENTE POUR TAXES:

St-Pierre, ville de 2608

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Leblanc vs Bouchard, fils 2608

BEAUCE:

La Banque Canadienne Nationale vs Tremblay *et al* 2609

BEAUHARNOIS:

Desrosiers vs Viau 2609

BEDFORD:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Dandurand 2609

GASPÉ:

Cyr vs Longuépée 2610

KAMOURASKA:

La Familiale d'Auclair vs Gagnon 2611
Plourde vs Lebel 2610

MONTRÉAL:

Laporte vs Vinet 2611
Pouliot vs Marion 2611

ROUYN-NORANDA:

Courcy vs Ouellette 2613

SAGUENAY:

Hudson's Bay Company vs St-Gelais .. 2613
Traders Finance Corporation Limitée vs Barrette 2613
Willis & Co. Limited vs Petitpas 2614

SAINT-FRANÇOIS:

Foucher vs Bessette 2614

SAINT-HYACINTHE:

Loignon vs Laperle 2615

Shragie vs Shragie *et al* 2605

SALE FOR TAXES:

St-Pierre, town of 2608

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Leblanc vs Bouchard, son 2608

BEAUCE:

The Canadian National Bank vs Tremblay *et al* 2609

BEAUHARNOIS:

Desrosiers vs Viau 2609

BEDFORD:

Quebec Farm Credit Bureau vs Dandurand 2609

GASPÉ:

Cyr vs Longuépée 2610

KAMOURASKA:

La Familiale d'Auclair vs Gagnon 2611
Plourde vs Lebel 2610

MONTREAL:

Laporte vs Vinet 2611
Pouliot vs Marion 2611

ROUYN-NORANDA:

Courcy vs Ouellette 2613

SAGUENAY:

Hudson's Bay Company vs St-Gelais .. 2613
Traders Finance Corporation Limitée vs Barrette 2613
Willis & Co. Limited vs Petitpas 2614

SAINT FRANCIS:

Foucher vs Bessette 2614

SAINT HYACINTHE:

Loignon vs Laperle 2615

40488-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.